|  |  |
| --- | --- |
| Burkina Logo  **Renforcer, anticiper, mobiliser Pour transformer le Burkina Faso** |  |

**Cadre de coopération entre le Burkina Faso et le Système des Nations Unies 2018-2020**

**Coopération Burkina Faso – Système des Nations Unies**

Table des matières

[I. INTRODUCTION : L’IMPERATIF D’UNE NOUVELLE FACON DE TRAVAILLER 4](#_Toc506398616)

[II. LE CONTEXTE DE DEVELOPPMENT DU BURKINA FASO ET LES RESULTATS DU BCP 5](#_Toc506398617)

[III. LA VISION 2030 11](#_Toc506398618)

[IV. THEORIE DU CHANGEMENT : Option d’un accompagnement stratégique de la mise en œuvre du PNDES pour la réalisation de l’agenda 2030 12](#_Toc506398619)

[V. LES PRINCIPES DE PROGRAMMATION ET ACTIONS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES AU BURKINA FASO POUR LA PERIODE 2018-2020 15](#_Toc506398620)

[1. Ne laisser personne de côté. 15](#_Toc506398621)

[2. Prévention et Gestion des Risques (politique et climatique) 15](#_Toc506398622)

[3. Promotion des droits humains 15](#_Toc506398623)

[4. Partenariat et la Redevabilité pour des Résultats collectifs 16](#_Toc506398624)

[VI. Les Actions et Priorités du Système des Nations Unies au Burkina Faso 16](#_Toc506398625)

[VI.1. Renforcer l’efficacité des institutions, assurer l’accès équitable à la justice pour tous et l’Etat de droit 17](#_Toc506398626)

[VI.2. Renforcer la résilience de la population, en vue de l’éradication de la faim et de la malnutrition, et créer les conditions pour une agriculture durable 18](#_Toc506398627)

[VI.3. Contribuer à l’éradication de la pauvreté multidimensionnelle. 20](#_Toc506398628)

[VI.4. Prévenir les risques climatiques, renforcer la résilience et la préparation aux urgences 21](#_Toc506398629)

[VI.5. Soutenir l’accélération de la transition démographique, renforcer le dispositif statistique et la gouvernance ouverte, et garantir les politiques d’inclusion 23](#_Toc506398630)

[VII. ACTIONS ET PROGRAMMES CONJOINTS 24](#_Toc506398631)

[VIII. RESSOURCES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE COOPERATION 24](#_Toc506398632)

[VIII.1. Cadre de ressources 26](#_Toc506398633)

[IX. MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE COOPERATION 28](#_Toc506398634)

[Comité de Pilotage et d’Orientation 28](#_Toc506398635)

[L’Equipe Pays des Nations Unies (UNCT) 28](#_Toc506398636)

[Groupes des Résultats du cadre de coopération 29](#_Toc506398637)

[Groupes thématiques et Groupes transversaux internes du SNU 29](#_Toc506398638)

[Le Groupe de cohérence 30](#_Toc506398639)

[Le Groupe de travail Communication 30](#_Toc506398640)

[Le Groupe de travail sur les opérations 30](#_Toc506398641)

[Le Groupe de travail sur le suivi-évaluation 30](#_Toc506398642)

[Les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du cadre de coopération 32](#_Toc506398643)

[Stratégie de communication 32](#_Toc506398644)

[X. Dispositif de suivi et reportage 33](#_Toc506398645)

[Rapportage - mécanismes, outils et fréquences 33](#_Toc506398646)

[Tableau du suivi-évaluation 35](#_Toc506398647)

[XI. Risques de mise en œuvre 37](#_Toc506398648)

[XII. ANNEXES 38](#_Toc506398649)

[IX.1. Matrice des résultats du cadre de coopération 2018-2020 38](#_Toc506398650)

*« Le sens de nos actions vient de demain. C’est en fonction de la manière dont nous projetons nos sociétés demain, que l’on décide des actions à faire aujourd’hui. »*

*- Souleymane Bachir Diagne*

# INTRODUCTION : L’IMPERATIF D’UNE NOUVELLE FACON DE TRAVAILLER

Au lendemain de la Transition réussie, le Burkina Faso s’est engagé, en 2016, dans un processus de transformation pour réaliser un développement humain inclusif et durable avec la détermination de consolider la démocratie et favoriser la paix.

Ce processus marqué par la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020) doit, être soutenu par la mise en œuvre des réformes prioritaires dans les domaines de la justice et la sécurité, et les secteurs sociaux clefs tout en contribuant à la réconciliation nationale, d’une part, et des programmes ciblés visant la réduction de la pauvreté, les vulnérabilités, les inégalités sociales et les risques systémiques accumulés au fil des ans, d’autre part.

Au regard du contexte national, caractérisé par des vulnérabilités, des inégalités sociales et de risques systémiques accumulés au fil des ans, transformer durablement le Burkina Faso implique de promouvoir des politiques et des actions favorisant l’inclusion (notamment des jeunes et des femmes), prévenir les crises et conflits de tout genre, améliorer la qualité de vie et le vivre ensemble et offrir des opportunités à tous. Et cela, en particulier dans la région du Sahel qui est un concentré des vulnérabilités (BCP, Risk Inform & ICG report) et de risques sécuritaires.

L'ampleur des défis, la pression des attentes, et l’ambition des Objectifs de Développement Durable (ODD) sur lesquels s’aligne le PNDES, requièrent, dans notre accompagnement du Burkina Faso, une nouvelle façon de travailler fondée sur une mise en cohérence des actions humanitaires, de développement, de paix et sécurité dans la perspective de l’agenda 2030 et une paix durable, ainsi que sur la mise à profit des efforts d’une démarche collective tout en tenant compte des réalités matérielles et socioculturelles des populations ainsi que les mandats et compétences des acteurs.

Si d’ici 2020, le gouvernement vise à “Bâtir avec le peuple un Burkina Faso de démocratie, de progrès économique et social, de liberté et de justice”, les Nations Unies s’engagent aux côtés du Gouvernement et du peuple burkinabè, dans la transformation du pays afin que : ***A l’horizon 2030, les populations vivent dans une société paisible dans laquelle la dignité humaine est garantie, l’accès équitable aux services sociaux de base est assuré, les opportunités économiques sont effectives, et les ressources environnementales sont* gérées *et consommées de manière durable et responsable***.

# LE CONTEXTE DE DEVELOPPMENT DU BURKINA FASO ET LES RESULTATS DU BCP

Depuis 2016, le Gouvernement a engagé le Burkina Faso « dans une nouvelle voie pour relever les énormes défis liés à la réduction de la pauvreté et à l’amélioration des conditions d’existence des burkinabè ». A travers le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020), adopté en juillet 2016, et soutenu par les partenaires techniques et financiers, l’Etat ambitionne de réformer les institutions et moderniser l’administration publique, développer le capital humain, dynamiser les secteurs porteurs pour l’économie et les emplois.

Avec l’appui du Système des Nations Unies, le Burkina a élaboré son profil pays ODD grâce au processus d’évaluation du dégré d’alignement du PNDES aux ODD en utilisant une « approche rapide intégrée (RIA) » développée par UNDG. Il ressort de l’évaluation qui a été participative et inclusive des acteurs publics et privés, des organisations de la société civile et des Centres de recherche que 89 cibles sur les 100 qui concernent le pays sont intégrées dans le PNDES. C’est dire que le PNDES est aligné à 89% sur les ODD indiquant ainsi un niveau assez élevé de préparation du pays à mettre en œuvre, suivre et évaluer la mise en œuvre des ODD.

Le Burkina Faso est résolument engagé à mobiliser des ressources internes pour impulser son développement. Pour ce faire, le pays s’est engagé à financer le PNDES à hauteur de 63,8% sur fonds propres. En plus de l’Aide publique au développement (9,4% du PIB en 2016), le gouvernement entend utiliser des stratégies innovantes de financement et mobilisation de ressources internes et externes en mettant surtout en avant le cadre défini dans le Plan d’action d’Addis Abeba issu de la conférence internationale sur le financement du développement durable. Cette option stratégique prise par le pays est une invite au SNU pour qu’elle serve de levier pour la mobilisation des ressources aussi bien internes qu’externes, et créer les conditions pour une implication des autres acteurs.

Toutefois, le pays reste néanmoins confronté à des défis qui peuvent ralentir le rythme de la mise en œuvre des engagements et des réformes mais aussi celui de son développement économique et social, malgré un potentiel de croissance attendu de 7,7% par an jusqu’en 2020.

- **Les attentes et demandes sociales vis-à-vis des institutions** **sont, au Burkina Faso, beaucoup plus fortes qu’ailleurs**. Il est nécessaire que les institutions soient efficaces pour fournir aux populations les services sociaux de base de qualité, affermir les processus démocratiques et les bases d’une gouvernance participative, et assurer la sécurité de tous.  L’écart entre les attentes des populations en matière de justice, de lutte contre l’impunité et la corruption, de transparence et de meilleure redistribution des ressources, et les capacités institutionnelles pour la mise en œuvre des réformes ainsi que le rythme de cette mise en œuvre, est susceptible d’occasionner des risques politiques et des tensions sociales.

La lenteur dans la mise en œuvre des réformes et changements attendus, la perception de la persistance de l'impunité, les déficits de la communication gouvernementale et, surtout, les défis socioéconomiques pressants, de création d'emplois, sont susceptibles de persister au-delà de l’année 2017 au Burkina Faso. De plus, les procédures judiciaires sensibles contre les autorités de l'ancien régime pourraient entraver les efforts de réconciliation initiés.

**- Des efforts conséquents restent à faire dans la réduction des inégalités et vulnérabilités dues à la malnutrition et à l’insécurité alimentaire**même si, durant la période 1990-2015, des progrès importants ont été réalisés. Les sources des inégalités d’accès aux services sociaux de base sont de trois ordres : l’insuffisante efficacité de certaines politiques publiques, les difficultés ou défauts de ciblage des populations faisant face à des fragilités sociales et les crises sécuritaires récentes, notamment dans les régions du Sahel et du Nord du pays où des ruptures de prestation de certains services publics (l’éducation en particulier) ont été constatées. Environ 3,5 millions de Burkinabè, soit 20,7% de la population, sont de manière structurelle en proie à l’insécurité alimentaire, et plus d’un million d’enfants de moins de 5 ans sont en retard de croissance et environ 26000 d’entre eux perdent la vie chaque année du fait de la malnutrition[[1]](#footnote-1). Les conséquences économiques de la malnutrition représentent des pertes annuelles du Produit intérieur brut de 10% tandis que les différentes formes de malnutrition sont une cause sous-jacente de 45% des décès des enfants de moins de 5 ans. Il est impératif d’agir pour réduire le nombre de personnes malnutries et en insécurité alimentaire. Pour ce faire, il convient de promouvoir une agriculture durable et accompagner les actions en matière d’accès à l’eau, hygiène et assainissement, de bonnes pratiques nutritionnelles, afin de créer un cadre de vie sain et développer un capital humain de qualité.

- **La croissance démographique** au Burkina Faso (3.1%) – que le PNDES ambitionne de ramener à 2.7% - risque de plomber les efforts du gouvernement en matière d’offre de services sociaux de base et de développement, malgré un potentiel de croissance économique moyen de 7,7% par an jusqu’en 2020[[2]](#footnote-2). De surcroit, il est important d’engager des politiques publiques d’accroissement de la productivité du travail et d’amélioration des systèmes éducatifs et de santé pour accumuler un capital humain de qualité afin de capter tout le potentiel du dividende démographique (67% de la population a moins de 25 ans[[3]](#footnote-3)). Il est tout autant primordial d’engager des investissements structurants afin de garantir aux jeunes filles et aux femmes en particulier, l’accès durable aux services sociaux de base, aux emplois décents et leurs autonomisations.

**Les défis du sous-emploi et le chômage des jeunes devront être relevés.** La jeunesse burkinabè, animée d’une volonté profonde de changement pour une gouvernance vertueuse, est porteuse de grandes attentes vis-à-vis des programmes et politiques du gouvernement. A court terme, elle induit des rapports de dépendance élevés mais aussi des possibilités de tensions sociales conséquentes. A moyen et long terme, cette jeunesse constitue un atout considérable pour accélérer la croissance économique inclusive, à condition qu'il lui soit assuré une bonne santé, une bonne formation et son intégration effective dans le système national de production.

Le pays est ainsi interpelé pour une mise en œuvre effective et efficace des politiques publiques et programmes favorisant la formation professionnelle, la création massive d’emplois décents, l’utilisation des technologies modernes pour tirer profit du potentiel de l’économie numérique ainsi que la participation des jeunes à la création des conditions d’une paix durable.

**Les inégalités de genre exacerbées par des pratiques néfastes persistantes. Au Burkina Faso, les inégalités de genre sont importantes. Le niveau de développement humain des femmes représente 87,7% de celui des hommes[[4]](#footnote-4).**

Ces inégalités sont persistantes en raison de pesanteurs socio-culturelles. Les us et coutumes, lois et pratiques coutumières auxquelles la majorité de la population fait référence, déterminent l’accès et le contrôle des hommes et des femmes aux ressources, aux services sociaux de base, aux activités de la vie publique et privée ainsi que leur participation aux sphères de décision. En dépit des dispositions juridiques et des mesures politiques en faveur de l’égalité de droit entre l’homme et la femme, le statut de la femme n’a pas fondamentalement changé.

Par ailleurs, si les vulnérabilités liées à l’insécurité alimentaire, à la malnutrition et aux catastrophes naturelles affectent toutes les populations, tout au long de leurs vies, elles constituent des sources majeures de précarité chez la femme, en âge de procréer, et la fille, particulièrement.

Du fait, de la forte pression sur les services sociaux essentiels et la croissance démographique ainsi que les vulnérabilités sus citées, des efforts spécifiques et conjoints doivent être fournis notamment pour l’accès universel à la planification familiale pour un déclin rapide et volontaire de la fécondité, mais aussi pour l’autonomisation des femmes et des filles.

**Les aléas climatiques et la succession des catastrophes naturelles** qu’ils-~~elles~~ engendrent (inondations, sécheresses, vents violents) provoquent des déplacements de populations, des conflits communautaires et des pertes en vies humaines et des manques à gagner économique. Le Burkina Faso est de plus en plus exposé aux effets des changements climatiques. En 2016, selon l'Indice de vulnérabilité environnementale, le pays occupe la 22e place, sur 234 pays classés. Par ailleurs, d'après l'étude menée en 2007 sur les effets à long terme du changement climatique[[5]](#footnote-5) les précipitations devraient diminuer de près de 3,4 % d'ici 2025 et de 7,3 % d'ici 2050. La variabilité météorologique devrait également s'accroître avec le temps.

La hausse des températures et la baisse de la pluviométrie auront des répercussions particulièrement sévères sur les secteurs de l'eau, de l'agriculture, et de l'élevage. Ces aléas affecteront principalement les petits agriculteurs et agricultrices et réduiront leurs capacités de survie. 73,9% des actifs burkinabè vivent en milieu rural et dépendent de l’agriculture pour leur subsistance. De plus, afin d’assumer leurs responsabilités et assurer leur bien-être, les familles, portées principalement par les femmes, s’en remettent à l’utilisation du bois à des fins artisanales, énergétiques voire médicinales. Ces actions, cependant, participent à la déforestation, à la dégradation des terres et à la perte de la biodiversité. Il est, par conséquent, important de contribuer au renforcement des capacités locales de résilience à travers des stratégies de diversification des productions et des sources de revenus mais aussi l’adoption de modes de consommation et production durables.

La région du Sahel au Burkina Faso, demeure un concentré de vulnérabilités et de risques. En effet, la persistance de la crise malienne avec les mouvements des populations, la montée de l’extrémisme religieux, et les défis sécuritaires, complexifient les réponses à apporter aux conditions de vie des populations et celles des importantes populations de réfugiés en particulier.

Du fait de l’insuffisance des services étatiques, la faiblesse des capacités d’adaptation des administrations aux niveaux local et communautaire, la région a la note de fragilité de 7,6 sur 10 selon INFORM Risk index (2017). En outre, la région du Sahel, est la plus fragile de toutes les autres régions. Cette situation est exacerbée par la porosité des frontières communes du Burkina Faso, du Mali et du Niger avec des risques de conflits communautaires.

La bande sahélo-saharienne fait face à des problèmes aigus de développement et à une crise humanitaire. Selon International Crisis Group[[6]](#footnote-6) : « *les politiques actuelles ne s’attaquent pas aux sources profondes de son instabilité : la pauvreté endémique ; le sous-développement, en particulier dans les périphéries ; et une population de jeunes en plein essor dont l’accès à l’éducation ou à l’emploi est limité…. »*

Au fil des ans, des crises alimentaires et nutritionnelles (2005, 2008, 2010 et 2012), causées par les catastrophes naturelles (dégradation de l’environnement, sécheresse, inondations, etc.), le mauvais fonctionnement des marchés, la faible productivité agricole, la pauvreté et les conflits ont gravement compromis la capacité des ménages à résister aux chocs de plus en plus fréquents. Ce constat, appelle le besoin non seulement de redynamiser l’Autorité du Liptako Gourma, créé depuis 1970 et qui regroupe le Mali, le Niger et le Burkina, mais aussi de renforcer ses capacités pour qu’elle remplisse pleinement sa fonction de promotion d’un développement harmonieux dans la région du Sahel.

**Créer les conditions d’un développement durable et accélérer le processus d’atteinte des ODD :**

Pour créer les conditions d’un développement durable qui ne laisse personne de côté, prévenir toute situation susceptible de freiner la mise en œuvre effective du Plan de développement économique et social, il importe de :

* Soutenir les politiques et programmes qui apportent des réponses urgentes aux vulnérabilités, aux risques politiques et institutionnels afin d’assurer la promotion de l’Etat de droit, la sécurité et la protection sociales, surtout dans les zones les plus fragiles du Sahel et du Nord et pour les populations les plus exposées aux chocs comme les enfants, les jeunes, les filles et les femmes.

* Mobiliser les partenaires pour accompagner les politiques et les programmes, à moyen terme, à tous les niveaux et sur tout le territoire pour l’éradication de la pauvreté multidimensionnelle en veillant au renforcement des capacités productives et d’adoption des modes de production et de consommation responsables.
* Promouvoir une approche de prévention et d’anticipation afin de gérer les risques de tous ordres, notamment politiques, sécuritaires et environnementaux,
* Engager une nouvelle façon de travailler (New way of working) qui transcende les silos humanitaires et développementaux et met en valeur les mandats et compétences des agences (fonds et programmes) et permet, sur la base d’une vision globale et d’une approche cohérente, un accompagnement pour atteindre des résultats collectifs, tout en construisant des partenariats nouveaux avec des acteurs dont les capacités peuvent aider à donner les réponses appropriées.
* Garantir la redevabilité du SNU à travers une transparence dans les activités et les financements acquis et ceci, en harmonie avec les engagements du Burkina Faso dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) et les grands principes des Nations Unies sur la redevabilité et la transparence.

# LA VISION 2030

D’ici 2020, le gouvernement vise à “Bâtir avec le peuple un Burkina Faso de démocratie, de progrès économique et social, de liberté et de justice”.

La réalisation de cette vision du pays repose sur les 3 axes du PNDES

* Axe 1 : Réformer les institutions et moderniser l’administration
* Axe 2 : Développer le capital humain
* Axe 3 : Dynamiser les secteurs porteurs pour l’économie et les emplois.

*« Un pays de paix, de justice, de transparence, de démocratie et de prospérité partagée par tous. La réconciliation nationale en sera le socle, la paix le moteur, la dignité, la justice, la transparence, les moteurs essentiels pour construire ensemble un pays de concorde, fier et prospère »* Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, 29 décembre 2015

Guidé par l’Agenda 2030 qui a pour fil conducteur le principe de « *ne laisser personne pour compte* » et pour ambition de transformer durablement le monde dans lequel nous vivons, l'équipe pays des Nations Unies (UNCT) au Burkina Faso, en collaboration avec la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI) les partenaires techniques et financiers, le Secteur privé ainsi que les organisations de la société civile, et dans une démarche conjointe, accompagne la mise en œuvre effective du Plan National de Développement Economique et Social 2016-2020 (PNDES), qui est, d’abord inspiré par la vision 2025 du Burkina Faso, et est aligné sur la réalisation de l’Agenda 2030 et la vision 2063 de l’Union Africaine.

Les Nations Unies et ses partenaires s’engagent aux côtés du Gouvernement et du peuple burkinabè dans un processus de transformation durable du Burkina Faso afin que :

***A l’horizon 2030, les populations vivent dans une société paisible dans laquelle la dignité humaine est garantie, l’accès équitable aux services sociaux de base est assuré, les opportunités économiques sont effectives, et les ressources environnementales sont produites et consommées de manière durable et responsable***.

# THEORIE DU CHANGEMENT : Option d’un accompagnement stratégique de la mise en œuvre du PNDES pour la réalisation de l’agenda 2030

A travers la mise en œuvre de son Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020), le Burkina Faso s’est engagé dans un processus de transformation pour réaliser un développement humain inclusif et durable avec la détermination de consolider la démocratie et favoriser la paix.

Ainsi, le choix de la stratégie d’accompagnement de la mise en œuvre réussie du PNDES et la création des conditions nécessaires pour l’atteinte des ODD des agences, fonds et programmes du système des Nations Unies, reposent sur les éléments ci-après, de la théorie de changement :

**Meilleure efficacité des institutions et qualité de la gouvernance** pour impulser une transformation socio-économique et assurer la fourniture des biens et services sociaux de base.

Si les institutions en charge de la sécurité, de la promotion de l’Etat de droit, de la gouvernance administrative et économique sont plus efficaces, alors ceci contribuera à établir un nouveau contrat social et une confiance envers les institutions et aura pour conséquence :

* les populations du Burkina Faso, en particulier les plus exposées aux risques de conflits et à l’insécurité, vivront en paix et en sécurité dans un Etat de droit ; surtout, chaque enfant et chaque femme des groupes les plus vulnérables et à risque ou affectés par la violence, l’exploitation et les discriminations, seront mieux protégés dans un environnement familial et communautaire apaisé avec la présence de l’Etat à travers des institutions fonctionnelles.

**L’impératif de protection et de mise en œuvre des programmes ciblant les personnes les plus vulnérables et focalisés sur le renforcement** de la résilience des populations leur permettant d’avoir accès aux services sociaux de base et de stabiliser les zones les plus exposées aux chocs, surtout, avec plus **de besoins humanitaires**

Cela devrait être accompagné par des actions concomitantes d’une mise à échelle des programmes de développement visant l’éradication de la pauvreté multidimensionnelle garantissant l’inclusion des femmes et des jeunes.

Si la qualité et l’accès aux droits économiques et sociaux (éducation, santé, nutrition, eau et assainissement) sont améliorés et plus équitables, par conséquent :

* davantage d’enfants et de jeunes issus des groupes vulnérables y compris les mineurs non accompagnés, particulièrement les filles et les enfants en situation de handicap, d’urgence, auront accès et achèveront une éducation de base et une formation professionnelle de qualité, particulièrement dans les régions du Sahel et de l’Est ;
* les populations auront un accès accru à l’eau potable et à l’assainissement en milieu rural et péri-urbain et vivront dans un cadre de vie décent et un environnement sain.

Aussi, si les investissements se focalisent sur les femmes et les jeunes, les opportunités des emplois décents seront créées dans un cadre leur permettant de promouvoir les pratiques d’une agriculture durable et la sécurité alimentaire. Alors :

* les populations, notamment les jeunes et les femmes dans les zones d’intervention (urbain/rural, Sahel, Nord) accroitront leur revenu, adopteront des modes de production et de consommation durables et amélioreront leur sécurité alimentaire ;
* les populations les plus fragiles économiquement et socialement, en particulier les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées seront couvertes par des mécanismes de protection sociale ;

**La nécessité de préparation aux urgences, prévention et gestion des risques pour la pérennisation des résultats de développement en rendant les populations et les institutions plus résilientes.**

Si les institutions disposent d’un système d’informations climatiques fiables et des mécanismes de contact et communication avec les populations, elles se prépareront et gèreront mieux les urgences, ce qui va diminuer les dégâts matériels et les pertes en vie humaines résultant des catastrophes naturelles. Alors, les risques seront anticipés et mieux gérés. Ceci aura pour conséquence :

* Qu’il y aura une diminution de fragilités des populations et augmentation de leurs résiliences, en particulier les groupes vulnérables et des zones cibles seront plus résilientes aux chocs climatiques et environnementaux ;

Et enfin, « A l’horizon 2030, les populations vivront dans une société paisible dans laquelle la dignité humaine est garantie, l’accès équitable aux services sociaux de base est assuré, les opportunités économiques sont effectives, et les ressources environnementales sont produites et consommées de manière durable et responsable. » (Vision 2030 du SNU)

# 



* Mobilisation des partenaires pour agir en faveur de l’éradication de la faim et de la malnutrition dans le cadre de la nouvelle façon de travailler ;
* Accroissement de la performance du système de santé, y compris l’amélioration de l'accès universel à la santé sexuelle et de la reproduction ;
* Accroissement de l’offre éducative de qualité et de formation qualifiante ;
* Accroissement de l’accès aux services d’hygiène, d’eau et d’assainissement en milieu rural et péri-urbain.

**Partnariat**

**Théorie du changement de l’UNDAF 2018-2020**

**Vulnérabilités Fragilités**

Capacités limitées pour prévenir et gérer les catastrophes naturelles et les chocs climatiques

Pauvreté, chômage, exclusion, dégradation de l'environnement et insécurité alimentaire

Accès limités au services sociaux de base de qualité, à la sécurité nutritionnelle, Non-respect des droits humains notamment ceux des femmes et des filles

Déficit de confiance, lenteur de la mise en œuvre / des réformes, risques de vulnérabilité et de sécurité dans les zones frontalières

**Si**

**« A l’horizon 2030, les populations vivront dans une société paisible dans laquelle la dignité humaine est garantie, l’accès équitable aux services sociaux de base est assuré, les opportunités économiques sont effectives, et les ressources environnementales sont produites et consommées de manière durable et responsable. » Vision 2030**

* Promotion des modes de production et d’une agriculture durable favorisant une sécurité alimentaire ;
* Développement des mécanismes de protection sociale pour les populations les plus fragiles économiquement et socialement ;
* Création d’opportunités pour des emplois décents, l’entrepreneuriat et l’innovation dans le cadre de l’économie numérique.
* Développement des capacités de préparation et de gestions des risques ;
* Soutien à la formulation l’opérationnalisation des plans locaux de résilience.
* Soutien au développement de capacités des institutions pour la coordination, la protection et la fourniture des services sociaux de base ;
* Promotion de la cohésion sociale pour une paix durable ;
* Prévention et gestion des risques pour un environnement de sécurité garantie.

**Alors**

Les risques seront anticipés et mieux gérés, et les populations, en particulier les groupes vulnérables, des zones cibles seront plus résilientes aux chocs climatiques et environnementaux

* Les populations, notamment les jeunes et les femmes dans les zones d’intervention (urbain/rural, sahel, nord) accroitront leur revenu, adopteront des modes de production et de consommation durables et amélioreront leur sécurité alimentaire
* Les populations les plus fragiles économiquement et socialement, en particulier les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées sont couvertes par des mécanismes de protection sociale
* Davantage d’enfants et de jeunes issus des groupes vulnérables y compris les mineurs non accompagnés, particulièrement les filles et les enfants en situation de handicap, d’urgence, auront accès et achèveront une éducation de base et une formation professionnelle de qualité, particulièrement dans les régions du Sahel et de l’Est
* Les populations auront un accès accru à l’eau potable et à l’assainissement en milieu rural et péri-urbain et vivront dans un cadre de vie décent et un environnement sain
* Les populations du Burkina Faso, en particulier les plus exposées aux risques de conflits et à l’insécurité, vivent en paix et en sécurité dans un Etat de droit
* Chaque enfant et chaque femme des groupes les plus vulnérables et à risque ou affectés par la violence, l’exploitation et les discriminations, seront mieux protégés dans un environnement familial et communautaire apaisé avec la présence de l’Etat à travers des institutions fonctionnelles

**Donc**

# LES PRINCIPES DE PROGRAMMATION ET ACTIONS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES AU BURKINA FASO POUR LA PERIODE 2018-2020

Pour appuyer le pays dans cette mise en œuvre effective, apporter des réponses efficaces aux vulnérabilités, inégalités et risques de tous genres que le Burkina Faso a accumulés au fil des années, et contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable dans la perspective de l’agenda 2030, les efforts de l’équipe pays sont guidés par 3 principes issus des engagements globaux et faisant partie des normes pour lesquelles elle doit accompagner le pays à respecter :

## Ne laisser personne de côté.

En application du cadre des ODD et du principe d’inclusion (genre et jeune) et de la nécessite de réduire des besoins humanitaires liés à l’insécurité alimentaire et la malnutrition, à travers une nouvelle façon de travailler (New way of working) en conformité avec les engagements du sommet mondial sur l’action humanitaire, nécessite de mobiliser tous les acteurs pour se focaliser sur la région du Sahel. De plus, le système va appuyer le dispositif statistique en vue d’assurer une identification des laissés de côté et d’assurer un meilleur ciblage. Il s’agira d’aider à disposer des statistiques de qualité, désagrégées par sexe, par provinces par milieu rural et urbain afin de cibler les plus vulnérables, notamment les femmes, les jeunes filles, les réfugiés, d’engager sur les discriminations et célébrer la diversité des peuples et des cultures.

## Prévention et Gestion des Risques (politique et climatique)

La région du Sahel qui concentre les vulnérabilités (liées aux contraintes d’accès aux services sociaux de base, à l’insécurité alimentaire et la malnutrition, et à l’exclusion sociale) et les risques sécuritaires est le point de convergence majeur de l’engagement collectif des Nations Unies. Le système y interviendra en appui au Programme d’Urgence pour le Sahel (PUS-BF) et dans le cadre de la Stratégie intégrée des Nations Unies dans la région du Sahel (UNISS), alignée sur l’approche Sustaining Peace.

Depuis novembre 2016, le Système des Nations Unies accompagne le pays, sur la base de l’approche de Sustaining Peace. Le Burkina Faso et le Sri-Lanka sont les deux premiers pays, retenus pour bénéficier d’un accompagnement dans le cadre du Sustaining Peace. Pour ce faire, le SNU fournira un appui dans les domaines les plus sensibles politiquement à savoir, la réforme du secteur de la sécurité et le processus de réconciliation et mobilisera les partenaires pour investir dans les zones transfrontalières, notamment celles avec le Mali et le Niger.

Quant à la gestion du risque climatique, le Burkina a élaboré son plan d’Initiative pour la réduction des risques de catastrophes dit CADRI (Capacity for Disaster Reduction Initiative) de renforcement des capacités 2016-2020 inspiré du Cadre de Sendai. Le système va accompagner le pays dans sa mise en œuvre effective.

## Promotion des droits humains

Le SNU continuera d’appuyer dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues de l’examen périodique universel du Burkina Faso 2013-2017.

Pour 2018, cet appui se fera dans le cadre des préparatifs de la présentation de l’examen périodique universel du Burkina Faso pour mai 2018, à travers l’accompagnement des organisations de la société civile pour la collecte de données dans le but d’alimenter le rapport de 2018 et le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l’EPU.

Le système contribuera, en outre, au renforcement des capacités institutionnelles de la nouvelle commission nationale des droits humains, opérationnelle depuis janvier 2018, et à la sensibilisation de ses membres autour du fonctionnement des mécanismes.

Il accompagnera, enfin, la mise en œuvre effective des droits catégoriels.

## Partenariat et la Redevabilité pour des Résultats collectifs

La mise en œuvre du PNDES et de la vision de l’agenda 2030 requièrent des financements importants et innovants. En outre, il faut un cadre de partenariat permettant une collecte des données pour combler les déficits de données statistiques et une mutualisation des compétences et expertises. Pour ce faire, il convient de nouer des partenariats nouveaux autour de l’ODD 17 et le Plan d’action d’Addis Abeba issus de la conférence sur le financement du développement. L’accord du partenariat mondial de Busan servira de guide pour une coopération plus efficace au service du développement.

Les fondements du partenariat seront la redevabilité et la transparence dans l’utilisation des ressources. A cet effet, la plateforme de ***open.onubf.org*** sera utilisée pour le suivi des engagements et le niveau des réalisations des résultats collectifs.

# Les Actions et Priorités du Système des Nations Unies au Burkina Faso

Le choix des interventions et priorités est basé sur (i) les recommandations issues des consultations lors de la planification et ii) la création des conditions pour un développement durable ancré sur la vision 2030 ainsi que iii) les mandats, compétences et capacités opérationnelles des agences.

Quatre objectifs collectifs interdépendants et deux actions transversales servent de socle pour accompagner la mise en œuvre du PNDES comme une première étape transitoire et nécessaire pour l’atteinte des ODD.

Les objectifs collectifs consistent à :

* 1. renforcer l’efficacité des institutions, assurer l’accès équitable à la justice pour tous et promouvoir l’Etat de droit ;
  2. renforcer la résilience des populations et créer les conditions pour une agriculture durable en vue de l’éradication de la faim et de la malnutrition ;
  3. contribuer à l’éradication de la pauvreté multidimensionnelle ;
  4. prévenir les risques climatiques et renforcer la préparation aux urgences.

Les actions transversales visent à :

1. soutenir l’accélération de la transition démographique et les choix d’investissements se focalisant sur l’autonomisation de la jeune fille et de la femme ;
2. renforcer le dispositif statistique, renforcer la transparence (gouvernance ouverte), et garantir les politiques d’inclusion

Ces objectifs collectifs sont traduits en résultats collectifs mesurables, avec des effets escomptés et organisés autour de 4 piliers interdépendants se renforçant mutuellement. Autour de chaque pilier, des partenariats sont nécessaires avec des acteurs dont les capacités et compétences sont des solutions pour l’atteinte des objectifs poursuivis.

## VI.1. Renforcer l’efficacité des institutions, assurer l’accès équitable à la justice pour tous et l’Etat de droit

|  |
| --- |
| * **Pilier 1 :** Efficacité institutionnelle, Etat de droit, cohésion sociale, sécurité et paix durable (Sustaining Peace). * **Alignement aux priorités nationales :** Réformer les institutions et moderniser l’administration (Axe 1 PNDES). * **Alignement à l’Agenda 2030 :**   F_SDG_Icons-01-01.pngF_SDG_Icons-01-02.pngF_SDG_Icons-01-03.pngF_SDG_Icons-01-05.pngF_SDG_Icons-01-10.pngRésultat de recherche d'images pour "ODD11"F_SDG_Icons-01-16.pngF_SDG_Icons-01-17.png   * **Contribution du SNU :** PNUD ; UNFPA ; UNCHR ; UNICEF ; UNHCDH ; ONUDC ; UNESCO ; OIM ; DPA ; UNOWAS. |
| * **Effet 1.1.**: D’ici à 2020, l’efficacité des institutions est améliorée et les populations du Burkina Faso, en particulier les plus exposées aux risques de conflits et à l’insécurité, vivent en paix et en sécurité dans un Etat de droit ; * **Effet 1.2.** : D’ici à 2020, chaque enfant et chaque femme des groupes les plus vulnérables à risque ou affectés par la violence, l’exploitation et les discriminations sont mieux protégés dans un environnement familial, communautaire et institutionnel renforcé. |

D’ici à 2020, la conjugaison de nos efforts permettra de :

* Renforcer l’efficacité des institutions, avec **une augmentation de plus de 25% de la qualité globale des institutions nationales,** et l’Etat de droit, avec une augmentation de 14 points à l’indice de perception de la corruption, pour fournir à tous les services sociaux de base ;
* Assurer la protection des personnes vulnérables : **80% des personnes vulnérables auront accès aux services de justice** y compris les mineurs en conflit avec la loi
* Promouvoir la cohésion sociale et favoriser une paix durable, ce qui se traduira par **une réduction de 52% de la perception des risques de conflits**.

L’Objectif 1 s’aligne sur l’axe 1 du Plan National de Développement Economique et Social 2016-2020 (Réformer les institutions et moderniser l’administration) et contribue à la réalisation de l’ODD 16, qui met l’accent sur la promotion de sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, l’accès à la justice pour tous et le renforcement des institutions responsables et efficaces à tous les niveaux. Cet objectif a un effet accélérateur et sert de levier dans l’atteinte des objectifs fixés par le PNDES.

Il contribue à une meilleure prévention et gestion des risques pouvant ralentir le rythme des reformes, entraver le bon fonctionnement des institutions et susciter les conflits et les crises sociales. Dans cette perspective, les actions incluent la promotion de la coopération régionale en matière de sécurité, le renforcement de la résilience communautaire dans les zones transfrontalières, avec un effort particulier sur **la région du Sahel**.

Pour ce faire, les agences, programmes et fonds des Nations Unies mobiliseront leurs expertises techniques, le financement et le partenariat en vue de soutenir les réformes politiques immédiates, renforcer les capacités des institutions clés, surtout, celles des domaines politiquement sensibles tels que la réforme du secteur de la sécurité, la réconciliation nationale et la promotion de la résilience des communautés transfrontalières du Niger du Burkina Faso et du Mali, à travers le fond PBSO, et travailleront avec les entités non – étatiques et le secteur privé.

***Les Nations Unies soutiendront les politiques et programmes qui apportent des réponses urgentes aux vulnérabilités, aux risques politiques et institutionnels afin d’assurer la promotion de l’Etat de droit, la sécurité et la protection sociales, surtout dans les zones les plus fragiles du Sahel et du Nord et pour les populations les plus exposées aux chocs comme les jeunes, les filles et les femmes.***

***Dans cette perspective, nous accompagnerons la mise en œuvre du Programme d’Urgence pour le Sahel (PUS-BF), en nous appuyant sur la stratégie intégrée des Nations Unies dans la région du Sahel (UNISS/SINUS), alignée sur l’approche Sustaining Peace.***

***Les actions se focaliseront également sur la promotion de la coopération régionale en matière de sécurité, le renforcement de la résilience dans les zones transfrontalières mais aussi la promotion de la cohésion sociale et fourniture des services sociaux de base.***

## VI.2. Renforcer la résilience de la population, en vue de l’éradication de la faim et de la malnutrition, et créer les conditions pour une agriculture durable

|  |
| --- |
| * **Pilier 2 :** Qualité, cadre de vie (éducation et formation professionnelle, santé, nutrition, eau et assainissement) et accès équitable aux droits sociaux. * **Alignement aux priorités nationales :** Développer le capital humain (Axe 2 PNDES). * **Alignement à l’Agenda 2030 :**   F_SDG_Icons-01-01.pngF_SDG_Icons-01-02.pngF_SDG_Icons-01-03.pngF_SDG_Icons-01-06.pngRésultat de recherche d'images pour "ODD11"Résultat de recherche d'images pour "ODD12"F_SDG_Icons-01-13.pngF_SDG_Icons-01-17.png   * **Contribution du SNU :** OMS ; UNICEF ; UNFPA ; PAM ; FAO ; UNHCR ; IAEA. |
| * **Effet 2.1.** : D’ici à 2020, davantage d’enfants et de jeunes issus des groupes vulnérables, particulièrement les filles et les enfants en situation de handicap, d’urgence, ont accès et achèvent une éducation de base et une formation professionnelle de qualité, particulièrement dans les régions du Sahel et de l’Est ; * **Effet 2.2.**: D’ici à 2020, chaque homme, chaque femme en âge de procréer, chaque nouveau-né, chaque enfant et chaque adolescent(e) ont un accès équitable et utilisent de façon accrue des services de santé de qualité (santé sexuelle et reproductive, maladies transmissibles y compris le VIH/Sida et maladies non transmissibles…) ; * **Effet 2.3.**: D’ici à 2020, les enfants de moins de 5 ans, les jeunes, les adolescents et les femmes ont un accès équitable aux interventions services multi sectorielles en nutrition ; * **Effet 2.4.** : D’ici à 2020, les populations ont un accès accru à l’eau potable et à l’assainissement en milieu rural et péri-urbain et vivent dans un cadre de vie décent et un environnement sans défécation à l’air libre. |

Les enjeux auxquels doit répondre le deuxième pilier du Cadre de Coopération concernent aussi bien l’offre que la demande de services sociaux de base. Les enjeux de ce pilier soulignent le caractère central des capacités institutionnelles de prestation efficace de services sociaux de base tant au niveau central que local.

Dans l’espoir d’atteindre la faim zéro et la malnutrition zéro en 2030, nous nous engageons collectivement d’ici à 2020, à contribuer aux efforts multisectoriels qui visent :

* la réduction de la prévalence de l’insécurité alimentaire, soit une réduction de 50% du nombre de personnes en phase 3 de l’insécurité alimentaire - IPC 3 - et une éradication des phase 4 et 5 de l’insécurité alimentaire.
* la réduction de la malnutrition, et particulièrement la malnutrition chronique parmi les enfants de 0-5 ans, **avec une réduction de 30% de la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans**.

L’objectif 2 qui s’aligne sur l’axe 2 (Développer le capital humain) et 3 (Dynamiser les secteurs porteurs pour l’économie et les emplois) du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020), contribue en particulier à la réalisation de l’ODD 2 (qui consiste à *éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l’agriculture durable*)

Cet objectif participe à la mobilisation de tous les acteurs, de l’humanitaire, du développement et de la paix et sécurité.

Et ce, dans le cadre de la *Nouvelle Façon de Travailler* (***New way of working***), convenue au Sommet Mondial sur l’Action Humanitaire, en mobilisant à la fois des acteurs du développement et de l’humanitaire pour réduire les besoins immédiats liés à l’insécurité alimentaire et à la malnutrition, et mener les actions qui favorisent le renforcement de la résilience, à travers une agriculture durable et la protection des ressources animales.

Sa réalisation nécessite des actions concomitantes et multisectorielles en matière d’éducation et de formation professionnelle, santé, nutrition, eau et assainissement, et autonomisation de la femme.

Elle requiert également des projets conjoints au niveau de la prévention des risques liés aux conflits et aux aléas climatiques et de la création de conditions favorables pour un développement durable et inclusif, notamment dans **la région du Sahel**.

Pour ce faire, les agences, programmes et fonds des Nations Unies mobiliseront leurs expertises techniques, le financement et le partenariat avec des acteurs étatiques et non étatiques, y compris le secteur privé autour de l’ODD2, le mouvement Scaling up nutrition (SUN) et les cadres établis pour promouvoir les droits des femmes et les jeunes filles.

***Les Nations Unies, à travers la nouvelle façon de travail (New way of working), mobiliseront tous les acteurs, de l’humanitaire, du développement et de la paix et sécurité, en vue de l’éradication de la faim et de la malnutrition, à l’horizon 2030.***

***Dans cette perspective, nous accompagnerons la mise en œuvre du plan stratégique multisectoriel de*** ***nutrition ainsi que toutes les activités sensibles et spécifiques à la nutrition, en nous appuyant sur le Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) et les initiatives inter-agences dans ce domaine.***

***Les actions se focaliseront également sur les interventions multisectorielles en matière d’éducation et de formation professionnelle, santé, eau et assainissement, et autonomisation de la femme.***

## VI.3. Contribuer à l’éradication de la pauvreté multidimensionnelle.

|  |
| --- |
| * **Pilier 3 :** Croissance inclusive durable, emplois décents et sécurité alimentaire. * **Alignement aux priorités nationales**: Dynamiser les secteurs porteurs pour l’économie et les emplois (Axe 3 du PNDES). * **Alignement à l’Agenda 2030**:   Résultat de recherche d'images pour "ODD"F_SDG_Icons-01-03.png**F_SDG_Icons-01-04.pngF_SDG_Icons-01-05.pngF_SDG_Icons-01-06.png**Résultat de recherche d'images pour "ODD"Résultat de recherche d'images pour "ODD9"Résultat de recherche d'images pour "ODD11"Résultat de recherche d'images pour "ODD12"**F_SDG_Icons-01-13.png**original**F_SDG_Icons-01-17.png**   * **Contribution du SNU :** PNUD ; UNICEF ; PNUE ; UNHCR ; FAO ; OIT ; ONUDI ; UNV ; PAM ; UNFPA ; OMS ; OIM ; UNHABITAT ; UNITAR ; UNCDF ; IAEA. |
| * **Effet 3.1.**: D’ici à 2020, les populations, notamment les jeunes et les femmes dans les zones d’intervention (urbain/rural) accroissent leur revenu, adoptent des modes de production et de consommation durables et améliorent leur sécurité alimentaire ; * **Effet 3.2.** : D’ici à 2020, les populations les plus fragiles économiquement et socialement, à mobilité ou non, en particulier les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées sont couvertes par des mécanismes de protection sociale. |

D’ici à 2020, la prévalence de la pauvreté multidimensionnelle sera inférieure à 35%.

L’objectif 3 est alimenté par la conjugaison des objectifs 1 et 2. Il est aligné sur l’axe 3 « Dynamiser les secteurs porteurs pour l’économie et les emplois » du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020). Il contribue à la réalisation des ODD1 « Éliminer l’extrême pauvreté et la faim », 8 « Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous » et 10 « Réduire les inégalités dans les pays et d’un pays à l’autre ».

Cet objectif vise à accroître les revenus des populations, notamment les jeunes et les femmes dans les zones d’intervention (urbaine/rurale) et à encourager les modes de production et de consommation durables, dans la mise en œuvre des engagements du Burkina de l’Accord de Paris sur le climat.

Il requiert, en outre, une plus grande couverture des populations les plus vulnérables économiquement et socialement (en particulier les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées) par des mécanismes de protection sociale.

Il nécessite des actions conjointes focalisées sur une agriculture durable, la gestion responsable de l’environnement, la création d’emplois dans les chaines de valeur agro-sylvo-pastorales, ainsi que l’accès à des services énergétiques durables et modernes.

Pour ce faire, les agences, programmes et fonds des Nations Unies mobiliseront leurs expertises techniques, le financement et le partenariat avec des acteurs étatiques et non étatiques, y compris le secteur privé autour des références globales du PAGE et de Switch Africa Green.

***Les Nations Unies mobiliseront les partenaires pour accompagner les politiques et les programmes, à tous les niveaux et sur tout le territoire pour l’éradication de la pauvreté multidimensionnelle en veillant au renforcement des capacités productives et d’adoption des modes de production et de consommation responsables.***

***Dans cette perspective, nous accompagnerons la transition vers l’économie verte et toutes les actions sur le climat, en nous appuyant sur les initiatives PAGE, Switch Africa Green et toutes les activités entrant de ce cadre.***

***Les actions seront soutenues également par des interventions dans les domaines de la promotion de l’agriculture durable, la conversation de la biodiversité, la création d’emplois dans les chaines de valeur agro-sylvo-pastorales, ainsi que l’accès à des services énergétiques durables et modernes.***

## VI.4. Prévenir les risques climatiques, renforcer la résilience et la préparation aux urgences

|  |
| --- |
| * **Pilier 4** : Résilience aux effets des changements climatiques, aux catastrophes naturelles et aux urgences humanitaires. * **Alignement aux priorités nationales**: Dynamiser les secteurs porteurs pour l’économie et les emplois (Axe 3 du PNDES). * **Alignement à l’Agenda 2030**:   F_SDG_Icons-01-01.png**F_SDG_Icons-01-02.pngF_SDG_Icons-01-06.pngF_SDG_Icons-01-07.pngF_SDG_Icons-01-10.png**Résultat de recherche d'images pour "ODD11"**F_SDG_Icons-01-13.pngF_SDG_Icons-01-15.pngF_SDG_Icons-01-17.png**   * **Contribution du SNU :** PNUD ; UNICEF ; PNUE ; UNHCR ; FAO ; OIT ; ONUDI ; UNV ; PAM ; UNFPA ; OMS ; OIM ; UNHABITAT ; UNITAR ; UNCDF ; IAEA. |
| * Effet 4.1. : D’ici à 2020, les institutions, aux niveaux central et local, assument une meilleure préparation, prévention, réponse et relèvement face aux risques climatiques et environnementaux ; * Effet 4.2. : D’ici à 2020, les populations, en particulier les groupes vulnérables, des zones cibles sont plus résilientes aux chocs climatiques et environnementaux. |

D’ici 2020, nos actions collectives et conjointes contribueront à rendre les populations, notamment les groupes vulnérables, plus résilientes aux chocs climatiques et environnementaux (Réduction à moins d’1% du nombre de ménages vulnérables aux chocs climatiques) mais aussi à renforcer les capacités des institutions nationales et locales pour une meilleure préparation, prévention, réponse et relèvement face aux risques climatiques et environnementaux (Multiplication – par 2.5 - du nombre d’institutions disposant de capacités pour la réduction des risques de catastrophes).

L’objectif 4 s’aligne sur l’axe 3 (Dynamiser les secteurs porteurs pour l’économie et les emplois) du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020) et contribue à rendre l’économie et le développement résilient.

Cet objectif vise à renforcer les capacités de préparation, et réponse et coordination dans le contexte de la mise en œuvre du CADRI au niveau national, lequel est ancré sur le cadre d’Action de Sendaï (2015-2030).

Il favorise ainsi une approche préventive et centrée sur l’être humain et une coordination et efficacité renforcées des actions d’urgence.

Pour ce faire, les agences, programmes et fonds des Nations Unies mobiliseront leurs expertises techniques, le financement et le partenariat avec des acteurs étatiques et non étatiques autour du cadre du *Global partenership for Preparedness*.

***Les Nations Unies appuieront le Gouvernement dans la préparation aux urgences et la prévention et la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles, pour la pérennisation des résultats de développement en rendant les populations et les institutions plus résilientes.***

***Dans cette perspective, nous accompagnerons les actions de renforcement des capacités des institutions nationales et locales pour une meilleure préparation, prévention, réponse et relèvement face aux risques liés aux catastrophes naturelles, en nous appuyant sur la mise en œuvre de CADRI et des plans de Relèvement pour les communautés ainsi que sur le Partenariat Global pour la Préparation aux urgences***

## VI.5. Soutenir l’accélération de la transition démographique, renforcer le dispositif statistique et la gouvernance ouverte, et garantir les politiques d’inclusion

*La réalisation des objectifs collectifs sera accompagnée par deux actions transversales visant l’accélération de la transition démographique et des choix d’investissements, d’une part, et le renforcement du dispositif statistique pour la génération des données désagrégées en termes de genre et des groupes vulnérables, et de la gouvernance ouverte, ainsi que le soutien des politiques d’inclusion, d’autre part.*

* **Soutenir l’accélération de la transition démographique et les choix d’investissements (Focus sur les jeunes et les femmes)**

Tenant compte du profil démographique du Burkina Faso, le SNU s’engage à appuyer le Gouvernement dans les choix d’investissements, structurants pour accélérer la transition démographique et stratégique dans l’éducation, la santé, la politique économique et la gouvernance, pour bénéficier du dividende démographique, à travers :

* Une meilleure inclusion sociale, économique et politique des jeunes et des femmes ;
* Le renforcement du système de santé, y compris l’amélioration de l'accès universel à la santé sexuelle et de la reproduction ;
* L’accroissement de l’offre éducative de qualité et de formation qualifiante ;
* La création de conditions générant des opportunités d’emplois décents, favorisant l’entrepreneuriat et encourageant l’innovation dans le cadre de l’économie numérique.
* **Renforcer le dispositif statistique, la gouvernance ouverte, et garantir les politiques d’inclusion**

Pour garantir l’inclusion sociale des groupes les plus vulnérables (en particulier les jeunes et les femmes, moteurs de la transformation du Burkina Faso), réduire les disparités de genre (dans l’accès équitable à l’éducation, aux service de santé et à la formation professionnelle), le SNU s’engage à appuyer le suivi de la mise en œuvre, reposant sur le renforcement du système statistique national et des capacités des acteurs et des services de l'état civil du pays pour que tout enfant et toute personne soient enregistrés et documentés.

Il s’agit notamment d’appuyer le Gouvernement, en fédérant les efforts de tous les partenaires au développement, pour que le pays dispose de moyens techniques et financiers suffisants pour gérer les défis de la disponibilité des données, indispensables pour le suivi du PNDES, aligné sur les ODD. Pour le Burkina Faso, cela facilitera la mise en œuvre du plan d’action de la gouvernance ouverte. Pour le système des Nations Unies, la plateforme *Open ONU BF* est l’outil de transparence et de redevabilité de nos engagements et résultats collectifs.

# ACTIONS ET PROGRAMMES CONJOINTS

Le cadre de l’agenda 2030 nécessite une cohérence d’action du SNU pour apporter des appuis normatifs, des conseils techniques et politiques ainsi que le renforcement des capacités d’une manière intégrée. Sur la base des analyses des vulnérabilités et des risques identifiés dans le BCP, le Système des Nations Unies va, pour la période 2018-2020, développer 4 programmes conjoints centrés sur :

* Le Renforcement de la de l’efficacité des institutions et de la qualité de la gouvernance
* L’Amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire
* La Promotion de la transition vers l’économie verte
* La Prévention, Gestion des risques et préparation aux urgences liées aux catastrophes naturelles

Le système s’appuiera sur la feuille de route élaborée dans le cadre du MAPS pour formuler ses appuis, notamment, le plan de renforcement de capacité et les conseils techniques et thématiques.

En dehors des projets et programmes, le système mènera des actions de plaidoyers conjoints en faveurs des jeunes et des femmes.

Les programmes conjoints intègrent les 4 thématiques, qui seront également reflétées dans les CPD des agences impliquées.

# RESSOURCES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE COOPERATION

Les ressources nécessaires à la mise en œuvre du cadre de coopération proviendront   de deux sources principales à savoir i) financements volontaires ou ordinaires allouées à chaque agence et ii) financements des partenaires et bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. Les agences des Nations Unies peuvent en plus aider le pays à mobiliser des ressources sur la base des thématiques et des problématiques prioritaires tels que les fonds vert, fonds d'adaptation, les fonds de consolidation de la paix, etc. Les budgets sont indicatifs et peuvent être soumis à des changements par les organes directeurs des agences des Nations Unies et par les décisions internes de gestion.

Le SNU engagera les partenaires autour des résultats collectifs et formulera une stratégie de mobilisation de ressources s’inspirant du Plan d’actions d’Addis Abeba (AAA) pour le financement du développement[[7]](#footnote-7)[1], y compris par le biais du cofinancement gouvernemental et / ou du soutien en nature, conformément aux directives du GNUD, afin de combler les gap de financement du présent cadre de coopération.

Par ailleurs, un partenariat devra se nouer avec les banques régionales et sous régionales comme la Banque Africaine de Développement, la Banque Ouest Africaine de Développement ainsi que la Banque Islamique de Développement autour des thématiques communes dans le cadre des résultats collectifs. Ce partenariat s'entendra aux secteurs privés notamment, les sociétés minières et téléphoniques.

La stratégie de mobilisation de ressources se focalisera sur :

* La nécessite de créer les conditions pour la réalisation des Résultats collectifs et des actions conjointes ;
* L’identification et la présentation des domaines où le SNU est le mieux placé pour déployer l'expertise, en tenant compte de priorités de développement du pays et de ses avantages comparatifs ;
* Un plan de communication des résultats, des actions et de visibilités des partenaires.

## VIII.1. Cadre de ressources

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Effets** | **Effet 1.1** | | | | **Effet 1.2** | | | | **Effet 2.1** | | | |
|  | **Core** | **Non-core** | **Gap** | **Sous-total1** | **Core** | **Non-core** | **Gap** | **Sous-total2** | **Core** | **Non-core** | **Gap** | **Sous-total3** |
| **FAO** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | 999 140 |
| **FIDA** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | 6 443 022 |
| **OIM** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **ONUDI** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **PAM** | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 5 029 071 |  | **5 029 071** |
| **PNUD** | 4 500 000 | 1 500 000 |  | **6 000 000** |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **UNFPA** |  |  |  | - | 1 000 000 | 2 200 000 |  | **3 200 000** |  |  |  | - |
| **UNHABITAT** |  |  |  | - |  |  |  | - |  |  |  | - |
| **UNHCR** |  |  |  | 844 433 |  |  |  | 844 433 |  |  |  | 844 433 |
| **UNICEF** | 1 878 000 | 195 000 | 195 000 | **2 268 000** | 3 200 000 | 2 800 000 | 1 000 000 | **7 000 000** | 4 715 000 | 5 131 000 | 1 655 000 | **11 501 000** |
| **OMS** |  |  |  | - |  |  |  | - |  |  |  | **4 794 750** |
| **ONUSIDA** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **SOUS-TOTAUX** | **6 378 000** | **1 695 000** | **195 000** | **10 755 594** | **4 200 000** | **5 000 000** | **1 000 000** | **12 687 594** | **4 715 000** | **10 160 071** | **1 655 000** | **24 816 666** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  | |  |
| **Effets** | **Effet 2.2** | | | | | **Effet 2.3** | | | | | **Effet 2.4** | | | | |
|  | **Core** | | **Non-core** | **Gap** | **Sous-total4** | **Core** | **Non-core** | **Gap** | | **Sous-total5** | **Core** | **Non-core** | **Gap** | | **Sous-total6** |
| **FAO** |  | |  |  |  |  |  |  | | 999 140 |  |  |  | |  |
| **FIDA** |  | |  |  |  |  |  |  | | 6 443 022 |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  | |  |
| **ONUDI** |  | |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  | |  |
| **PAM** | - | | - | - |  | - | 6 287 694 |  | | **6 287 694** | - | - | - | |  |
| **PNUD** |  | |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  | |  |
| **UNFPA** |  | |  |  | - |  |  |  | | - |  |  |  | | - |
| **UNHABITAT** |  | | 400 000 |  | **400 000** |  |  |  | | - |  |  |  | | - |
| **UNHCR** |  | |  |  | 844 433 |  |  |  | | 844 433 |  |  |  | | 844 433 |
| **UNICEF** | 7 890 000 | | 2 820 044 | 4 659 956 | **15 370 000** | 5 660 000 | 3 100 500 | 8 589 500 | | **17 350 000** | 5 469 000 | - | 8 841 000 | | **14 310 000** |
| **OMS** | 4 794 750 | |  |  | **38 250** | 38 250 |  |  | | - |  |  |  | | - |
| **ONUSIDA** |  | |  |  | **536 000** |  |  |  | |  |  |  |  | |  |
| **SOUS-TOTAUX** | **12 684 750** | | **3 220 044** | **4 659 956** | **21 945 183** | **5 698 250** | **9 388 194** | **8 589 500** | | **31 962 539** | **5 469 000** | **-** | **8 841 000** | | **15 154 433** |
| **Effets** | **Effet 3.1** | | | | | **Effet 3.2** | | | | | **Effet 4.1** | | | | |
|  | **Core** | **Non-core** | | **Gap** | **Sous-total7** | **Core** | **Non-core** | | **Gap** | **Sous-total8** | **Core** | **Non-core** | | **Gap** | **Sous-total9** |
| **FAO** |  |  | |  | 999 140 |  |  | |  | 999 140 |  |  | |  | 999 140 |
| **FIDA** |  |  | |  | 6 443 022 |  |  | |  | 6 443 022 |  |  | |  | 6 443 022 |
| **OIM** |  |  | |  |  |  |  | |  | 1 643 161 |  |  | |  |  |
| **ONUDI** |  |  | |  | 12 657 000 |  |  | |  |  |  |  | |  |  |
| **PAM** | - | 6 555 803 | |  | **6 555 803** | - | - | | - |  | - | 519 256 | |  | **519 256** |
| **PNUD** |  |  | |  |  | 6 264 000 | 353 018 421 | |  | **359 282 421** |  |  | |  |  |
| **UNFPA** |  |  | |  | - |  |  | |  | **-** |  |  | |  | - |
| **UNHABITAT** |  |  | |  | - |  |  | |  | **-** |  |  | |  | - |
| **UNHCR** |  |  | |  | 844 433 |  |  | |  |  |  |  | |  | 844 433 |
| **UNICEF** | 1 377 000 | - | | - | **1 377 000** | 3 057 000 | 3 330 000 | | 4 050 000 | **10 437 000** |  |  | |  | **-** |
| **OMS** |  |  | |  | - |  |  | |  | **-** |  |  | |  | - |
| **ONUSIDA** |  |  | |  |  |  |  | |  |  |  |  | |  |  |
| **SOUS-TOTAUX** | **1 377 000** | **6 555 803** | | **-** | **28 876 398** | **9 321 000** | **356 348 421** | | **4 050 000** | **378 804 744** | **-** | **519 256** | | **-** | **10 449 012** |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Effets** | **Effet 4.2** | | | | **Totaux** | | | |
|  | **Core** | **Non-core** | **Gap** | **Sous-total10** | **Core** | **Non-core** | **Gap** | **Total** |
| **FAO** |  |  |  | 999 140 |  |  |  | **5 994 840** |
| **FIDA** |  |  |  | 6 443 022 |  |  |  | **38 658 132** |
| **OIM** |  |  |  |  |  |  |  | **8 215 805** |
| **ONUDI** |  |  |  |  |  |  |  | **12 657 000** |
| **PAM** | - | 7 151 421 |  | **7 151 421** | - | **25 543 245** | - | **25 543 245** |
| **PNUD** | 3 600 000 | 2 500 000 |  | **6 100 000** | **14 364 000** | **357 018 421** |  | **371 382 421** |
| **UNFPA** |  |  |  | - | **1 000 000** | **2 200 000** | **-** | **3 200 000** |
| **UNHABITAT** |  |  |  | - | - | **400 000** | - | **400 000** |
| **UNHCR** |  |  |  | 844 433 |  |  |  | **7 599 897** |
| **UNICEF** |  |  |  | **-** | **33 246 000** | **17 376 544** | **28 990 456** | **79 613 000** |
| **OMS** |  |  |  | - | **4 833 000** | **-** | **-** | **4 833 000** |
| **ONUSIDA** |  |  |  |  |  |  |  | **536 000** |
| **SOUS-TOTAUX** | **3 600 000** | **9 651 421** | **-** | **23 181 177** | **53 443 000** | **402 538 210** | **28 990 456** | **558 633 340** |

# MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE COOPERATION

La stratégie de mise en œuvre du cadre de coopération sera axée sur une exigence de cohérence des actions dans le cadre de « Delivering as One », une responsabilité partagée pour les résultats collectifs et une gestion axée sur les résultats de développement et un suivi basé sur des indicateurs vérifiables avec des données fiables et des mécanismes transparents.

Le système de coordination mis en place permettra au SNU de maintenir et de renforcer le dialogue avec le gouvernement du Burkina Faso. Cette coordination à l’interne facilitera la préparation de la participation du SNU aux différents cadres de dialogue.

Le schéma de pilotage et de coordination du présent cadre de coopération sera établi comme suit :

## Comité de Pilotage et d’Orientation

Le Comité d’Orientation et de Pilotage (COP-UNDAF) est co-présidé par ***le Premier Ministre*** et la Coordinatrice Résidente du SNU. Il regroupe les Ministères désignés Chefs de files des différents piliers/Effets et les Chefs d’Agences de SNU. Des représentants de la société civile/Organisations Non Gouvernementales et du secteur privé pourront au besoin être invités à participer à ses travaux. Le Comité est la plus haute instance de prise de décision. Elle est responsable pour un suivi global du cadre de coopération, s'assurant d'une mise en œuvre effective et la cohérence des actions, tenant compte des priorités du pays et du financement disponible. Le comité conseillera sur des ajustements nécessaires et prendra des décisions. Elle se réunira une fois par an. L'instance sera aussi l'occasion pour examiner et valider les rapports annuels avant publications.

## L’Equipe Pays des Nations Unies (UNCT)

L’Equipe Pays des Nations Unies est composée de Représentants des Fonds, Programmes, Institutions Spécialisés et autres entités des Nations Unies accrédités au Burkina Faso, y compris les représentants des Agences non Résidentes et de représentants des Institutions de Bretton Woods. Sous la direction du Coordonnateur Résident, l’Equipe Pays est chargée d’élaborer, de mettre en œuvre et de suivre un « UNDAF », qui servira de cadre stratégique commun pour toutes les activités du Système des Nations Unies, en vue d’appuyer les priorités nationales.

Tous les membres de l’Equipe Pays participent aux réunions statutaires. En cas d’empêchement, le Représentant en question désignera un membre senior de son équipe qui sera habilité à engager l’organisme vis-à-vis de l’Equipe Pays.

L’Equipe Pays se réunit une fois par mois et autant de fois que de besoin, selon un calendrier convenu en début d’année.

Les décisions sont prises par consensus au sein de l’Equipe Pays et seront reprises dans un document (tableau résumé) soumis à l’Equipe Pays pour commentaires et adoption.

L’Equipe Pays peut déléguer le pouvoir décisionnel à des organes inter-institutions identifiés (Groupe de cohérence, équipes de gestion des opérations, groupes thématiques/groupes des résultats) sous la direction d’un membre de l’Equipe Pays, pour accélérer la mise en œuvre des activités du Système des Nations Unies.

## Groupes des Résultats du cadre de coopération

Des groupes de résultats conjoints Gouvernement-Nations Unies, seront établis pour ancrer le suivi et la mise en œuvre effectif de chaque objectif collectif. Ces groupes de résultats permettront de garantir l'appropriation nationale du cadre d'aide au développement et la responsabilité mutuelle pour ses résultats escomptés. Quatre groupes des résultats collectifs seront mis en place correspondant aux quatre piliers retenus.

Ils sont présidés par un Chef d’agence et co-présidés par un ministère prépondérant sur le pilier et se composent des Chefs d’agences, des membres du Gouvernement, du secteur privé, des organisations de la société civile et des partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux.

Les groupes de travail fonctionnent sur la base des Plans de travail conjoint en élaborant et exécutant la tranche annuelle. Dans le cas du présent cadre de coopération 2018-2020, quatre groupes de résultats ont été créés conformément aux quatre piliers du cadre de coopération correspondant aux domaines de priorités. Ce sont : (i) Groupe de résultats 1 : Gouvernance, (ii) Groupe de résultats 2 : Secteurs sociaux, (iii) Groupe de résultats 3 : Inclusion, (iv) Groupe de résultats 4 : Résilience.

Les groupes de résultats sont chargés :

* de préparer et mettre en œuvre les plans de travail conjoints annuels
* d’élaborer les théories de changement pour chaque Effet
* de préparer les rapports semestriels et annuels des groupes de résultats
* d’identifier les domaines de coopération potentiels
* de préparer et assurer la mise en œuvre des programmes conjoints
* d’assurer l’intégration des principes programmatiques des Nations Unies
* de prendre en compte la prévention, la préparation et la réponse aux situations dans la programmation
* d’assurer le suivi des évolutions dans les secteurs concernés
* d’organiser des discussions sur les thèmes pertinents dans les secteurs concernés en y associant d’autres partenaires techniques et financiers pertinents
* d’assurer la mobilisation des ressources pour mettre en œuvre les programmes conjoints

Ils se réunissent au moins deux fois chaque trimestre. Le secrétariat est assuré par l’agence des Nations Unies assurant la présidence du groupe et il prend également en charge les frais inhérents au fonctionnement des réunions.

## Groupes thématiques et Groupes transversaux internes du SNU

Des groupes thématiques, des Groupes transversaux internes et des groupes de résultats seront mis en place au sein du SNU. Leurs fonctions sont de renforcer le travail technique inter-agences dans le sens du développement de la synergie « Unies dans l’Action ». Les travaux des groupes thématiques et des groupes transversaux internes au SNU permettront d’alimenter les groupes de Piliers/d’Effets retenus. Pour les groupes transversaux, il s’agit des groupes de : Cohérence/intégration, Communication, Opérations, et Suivi/Evaluation.

## Le Groupe de cohérence

Ce groupe est présidé par une personne identifiée par le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et agit sous son autorité directe. Il est composé des présidents des groupes de résultats et des groupes inter-agences du Système des Nations Unies et du Bureau du Coordonnateur Résident.

Il a pour mandat :

* de coordonner l’élaboration des documents stratégiques à soumettre à l’UNCT ;
* de coordonner les travaux des groupes de résultats et des groupes inter-agences ;
* d’assurer le contrôle de qualité des produits issus des résultats des travaux de groupes de résultats et des groupes de travail inter-agences ;
* de faire le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des sessions du Comité d’Orientation et de Pilotage ;
* Il engage des réflexions à caractère stratégique pour assurer la cohérence et la qualité des interventions et de la bonne exécution des plans de travail conjoints.

Il se réunit au moins deux fois l’an et chaque fois de besoin. Son secrétariat est assuré par le Bureau du Coordonnateur Résident. Les frais de gestion des réunions sont pris en charge par le Bureau du Coordonnateur Résident.

## Le Groupe de travail Communication

Il est présidé par un Chef d’agence désigné par ses pairs et ses membres sont les points focaux et spécialistes en communications des agences du Système des Nations Unies. Il a pour mandat :

* de préparer la stratégie de communication du Système des nations Unies pour le cycle de coopération entre le Burkina Faso et le Système des Nations 2018-2020
* de préparer et mettre en œuvre un plan de travail annuel de la communication
* de préparer les outils de communication communs
* de préparer les messages clés communs aux différentes agences
* de proposer à l’Equipe pays un programme pour la célébration de la journée de la journée/semaine des Nations Unies
* d’assurer l’organisation cet évènement
* de produire un bulletin d’informations du Système des Nations Unies
* d’organiser des communiqués de presse des agences des Nations Unies
* de développer le site web du Système des Nations Unies.

## Le Groupe de travail sur les opérations

Il est présidé par Chef d’agence désigné par ses pairs et ses membres sont les chargés des opérations du Système des Nations Unies. Il a pour mandat :

* de préparer le plan de travail annuel sur le développement des services communs
* de faire un état des lieux des services communs et les mettre en œuvre après accord de l’Equipe pays
* d’évaluer annuellement le fonctionnement des services communs et soumettre le rapport à l’Equipe pays
* d’assurer la prise en compte de l’efficience dans l’analyse et les propositions relatives aux services communs.

## Le Groupe de travail sur le suivi-évaluation

Il est présidé par un Chef d’agence désigné par ses pairs et ses membres sont les chargés de suivi/évaluation du Système des Nations Unies. Il a pour fonction :

* de renforcer les capacités du personnel des agences du Système des Nations Unies et des partenaires en matière de suivi et évaluation
* d’assurer le contrôle de qualité des plans conjoints annuels des groupes de résultats pour s’assurer que les principes de gestion axée sur les résultats sont pris en compte
* d’appuyer le bureau de la coordination dans la préparation des revues semestrielles et annuelles
* de faire le suivi des indicateurs retenus dans le cadre de résultats et des ressources du cadre de programmation en concertation avec les groupes de résultats,
* d’assurer un appui méthodologique à l’élaboration des termes de référence des études nécessaires à la collecte de données permettant d’alimenter les indicateurs
* de maintenir la collaboration avec les partenaires en vue de la réalisation des enquêtes/études de collecte d’informations
* d’appuyer l’organisation des revues à mi-parcours et de fin de cycle du cadre de coopération du Système des Nations Unies en concertation avec le Bureau du Coordonnateur Résident et l’Equipe pays.

Le Secrétariat est assuré par le Bureau du Coordonnateur Résident.

**Figure :** *Dispositif de mise en œuvre et de suivi de l’UNDAF*

**BCR**

**BCR**

**Comité d’Orientation et de Pilotage**

**PM/RC**

Membres (Gouvernement, UNCT, Secteurs privés, OSC, autres partenaires)

**UNCT**

**M&E**

**Groupe Communicationn**

**OMT**

**Groupe de cohérence**

**Groupe de résultats 1 Gouvernance**

Président : **PNUD**

1er Vice-Président : FNUAP

2ème Vice-président : Ministère

3ème Vice-président :

ONG

**Groupe de résultats 2« Secteurs sociaux »**

Président : **UNICEF**

1er Vice-Président : OMS

2ème Vice-président : Ministère

3ème Vice-président :

ONG

**Groupe de résultats 3 « Inclusion »**

Président : **FAO**

1er Vice-Président : PAM

2ème Vice-Président : Ministère

3ème Vice-président :

ONG

**Groupe de résultats 4 « Résilience »**

Président : **UNHCR**

1er Vice-Présidence : OIM

2ème Vice-Président : Ministère

3ème Vice-président :

ONG

En plus de ces cadres internes, le Système des Nations Unies participera aux différents mécanismes de coordination existants avec le Burkina Faso pour le PNDES.

## Les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du cadre de coopération

Les rôles et les responsabilités des acteurs de la mise en œuvre sont décrits ci-après.

Le ***SNU et le Gouvernement*** assumeront la responsabilité de la coordination générale du cadre de coopération et seront redevables de ses résultats.

La ***société civile*** sera engagée dans la mise en œuvre du cadre de coopération à travers des modalités de consultations régulières, d'accords de partenariat ou de sous-traitance pour la prestation de services, notamment la facilitation de la participation citoyenne, le plaidoyer, la communication et la sensibilisation.

Le ***secteur privé*** contribuera par l'assistance technique et le cofinancement. Ils seront engagés grâce à un mécanisme public-privé ou à des accords de partenariat spécifiques.

Les ***partenaires internationaux du développement et de l'humanitaire*** seront engagés dans leurs mandats respectifs et par des accords de partenariat, en tant que fournisseurs d'assistance technique, d'expertise et / ou de cofinancement.

## Stratégie de communication

Elle utilise les ressources disponibles en communication et se programme selon un calendrier donné. En ce sens, les actions de visibilités constitutives de cette stratégie de communication ont commencé depuis le début de l’élaboration de présent UNDAF. Il s’agit entre autres, du lancement du projet jeunesse et innovation dont les résultats ont servi à l’élaboration du Bilan Commun Pays, de l’atelier de priorisation stratégique qui a permis de définir avec l’ensemble des acteurs les grands axes d’interventions de cycle de planification 2018-2020.

La communication prendra en compte les actions de visibilités qui seront développées dans le cadre de la célébration des journées internationales de commémoration qui s’alignent avec les piliers et les actions transversales.

Les domaines d’action de la communication doivent correspondre aux quatre piliers de coopération prioritaires et les deux actions transversales retenus pour l’UNDAF 2018-2020 : (i) Renforcer l’efficacité des institutions, assurer l’accès équitable à la justice pour tous et promouvoir l’Etat de droit ; (ii) Renforcer la résilience des populations et créer les conditions pour une agriculture durable en vue de l’éradication de la faim et de la malnutrition ; (iii) Contribuer à l’éradication de la pauvreté multidimensionnelle ; (iv) Prévenir les risques climatiques et renforcer la préparation aux urgences. Les actions transversales visent à : (i) Soutenir l’accélération de la transition démographique et les choix d’investissements se focalisant sur l’autonomisation de la jeune fille et de la femme ; (ii) Renforcer le dispositif statistique, renforcer la transparence (gouvernance ouverte), et garantir les politiques d’inclusion.

Les piliers de l’UNDAF impliquent le recours à des approches de communication telles le plaidoyer, l’information, l’éducation, la mobilisation sociale, le renforcement des capacités. Le SNU se positionnera dans sa communication de façon stratégique pour faire en sorte que Personne ne soit laisser de côté ; pour Prévenir et Gérer les risques politiques et climatiques et pour renforcer le partenariat et la redevabilité pour des résultats collectifs.

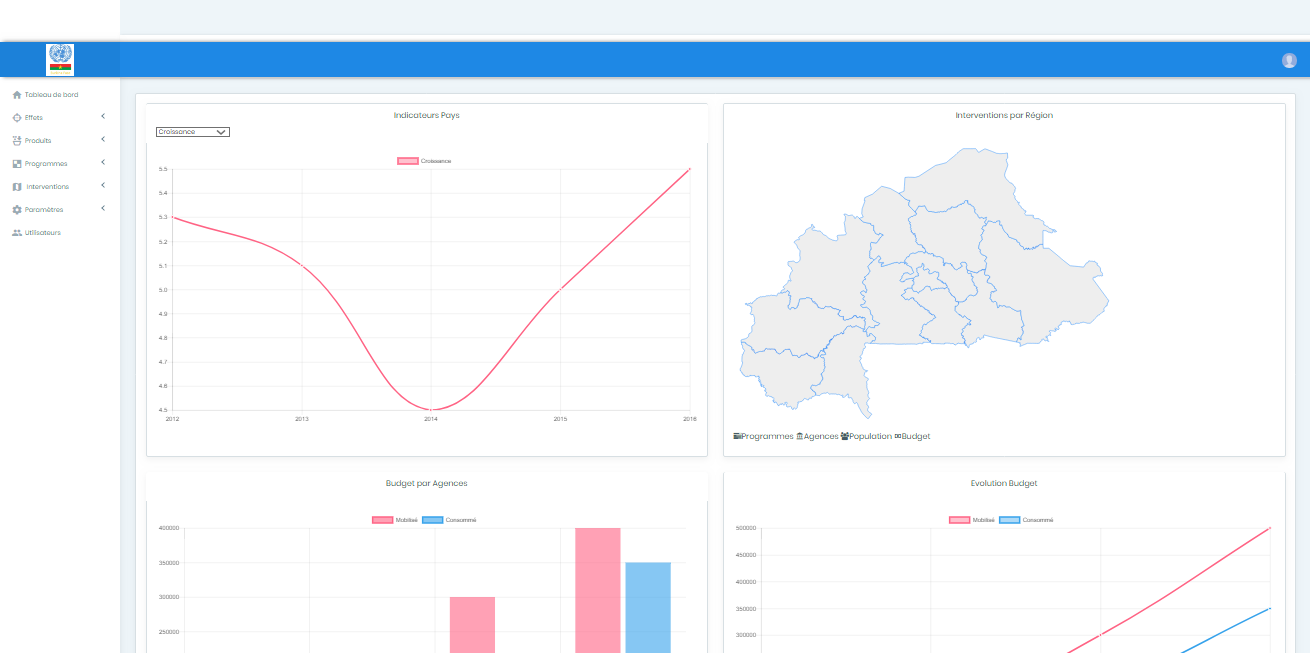
# Dispositif de suivi et reportage

## Rapportage - mécanismes, outils et fréquences

Dans la mise en œuvre du cadre de coopération du SNU 2018-2020, trois niveaux de rapportages sont mis en exergue : (i) Rapports de mise en œuvre et de suivi des groupes de résultats, (ii) rapport de suivi mensuels édités par la plateforme de suivi, (iii) rapport des missions conjointes et les évaluations périodiques et indépendantes :

***Rapports des groupes de résultats* :** Ces rapports sont produits de façon trimestrielle par les 4 groupes de résultats conformément au tableau des rapports proposés (Cf. annexe). En effet, en plus de renseigner les indicateurs de produits, les groupes de résultats sont tenus de mentionner les progrès ou résultats clés, les difficultés rencontrées dans le suivi, les leçons tirées dans la mise en œuvre des PTA et de proposer des ajustements nécessaires à l’atteinte des résultats escomptés. Les outils usités sont : le PTA, tableau de bord, plan de suivi, calendrier des rencontres, fiche de suivi, etc.

Les rapports des groupes sont un préalable à la tenue des revues annuelles et à mi-parcours. Tous les groupes de résultats et inter-agences ont l’obligation de transmettre les résultats de leurs travaux au Groupe de cohérence qui les analyses, la synthèse et en assure le contrôle - qualité avant leur transmission à l’UNCT qui valide et transmet au Comité d’Orientation et de Pilotage qui adopte.

 ***Rapport à travers la plateforme de suivi open-onubf.org* :** La plateforme en ligne ***open.onubf.org*** outil de suivi des indicateurs de performance de l’UNDAF alignés au PNDES et aux ODD qui est administrée conjointement avec les partenaires terrains, les agences des Nations Unies et la Coordination du SNU. Elle est accessible à tous les acteurs de développement, incluant les acteurs gouvernementaux, les agences des Nations Unies, les ONG et les bailleurs. Le rapport résumé de suivi des indicateurs de performance est public et accessible à tous, tandis que le rapport détaillé et autres fonctionnalités sont accessibles après enregistrement dans la base de données.

Elle fournit un suivi en temps réel des indicateurs (rapport résumé et détaillé) à travers les données introduites.

* Les organisations peuvent rapporter de manière régulière leurs réalisations par activité et localité.
* Les points focaux des agences peuvent marquer leurs indicateurs de base pour le suivi des régions et provinces.
* Les points focaux des agences peuvent valider/approuver les rapports soumis par les organisations.

Les utilisateurs peuvent accéder aux tableaux de bords, rapports personnalisés, graphiques, cartes et tableaux croisés dynamiques en PDF/format Excel.

Elle fera aussi le lien avec les différentes Plateformes des agences pour donner aux utilisateurs une perception thématique des populations (Selon la cible des agences) sur les programmes et sur certaines questions d’intérêts.

***Rapports de mission :*** ce sont des rapports qui sont produits semestriellement par les groupes de résultats. Ces missions ont lieu au moins une fois par trimestre. Ces missions sont identifiées et préparées par les groupes de résultats de commun accord par les acteurs de terrain. L’objectif est de corroborer les données rapportées par l’existant dans les localités ciblées par les interventions des agences.

## Tableau du suivi-évaluation

| **Principales activités de suivi et de l’évaluation** | **2018** | | | | **2019** | | | | **2020** | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **T1** | **T2** | **T3** | **T4** | **T1** | **T2** | **T3** | **T4** | **T1** | **T2** | **T3** | **T4** |
|  | | | | | | | | | | | | |
| **0. Suivi et rapportage systématique à travers open-onubf.org** | | | | | | | | | | | | |
| 0.1 Mise en ligne des indicateurs par les points agences et terrain | x |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 0.2 Approbation par le point focal coordination des indicateurs et données mis en ligne | x |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 0.3 Mise en ligne et validation des données mensuelles sur les financements et les activités de terrain | xx | xxx | xxx | xxx | xxx | xxx | xxx | xxx | xxx | xxx | xxx | xxx |
| 0.4. Rencontres périodiques des acteurs du suivi/évaluation | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x |
| **1. Etudes & enquêtes** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 1.1. Etude sur la vulnérabilité alimentaire |  |  | x |  |  |  | x |  |  |  | x |  |
| 1.2. Etude sur l’état des lieux des conflits communautaires au Burkina Faso |  |  | x |  |  |  | x |  |  |  | x |  |
| 1.3. Enquête Démographique et de santé (EDS) |  |  |  |  |  |  | x | x | x | x | x |  |
| 1.4. Enquête GARP (Global AIDS Response Progress Reporting) |  | x |  |  |  | x |  |  |  | x |  |  |
| 1.5. Enquête Nationale Nutrition SMART |  |  | x |  |  |  | x |  |  |  | x |  |
| 1.6. Enquête GAM (Global AIDS Monitoring) |  |  |  | x |  |  |  | x |  |  |  | x |
| 1.7. Enquête Multisectorielle Continue (EMC) |  |  |  |  | x | x | x | x |  |  |  |  |
| 1.8. Enquête Permanente Agricole (EPA) |  |  |  | x |  |  |  | x |  |  |  | x |
| 1.9. Enquête sur la vulnérabilité Alimentaire en Milieu Urbain (VAMU) | x |  |  |  | x |  |  |  | x |  |  |  |
| 1.10. Recensement Général de la Population et de l’Habitation (RGPH) | x | x | x | x | x | x | x | x |  |  |  |  |
| 1.11. Enquête nationale sur l’insécurité alimentaire et la malnutrition |  |  | x | x | x |  |  | x | x | x |  |  |
| 1.12. Enquête SIGI |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **x** |
| **2. Suivi du cadre de coopération et des programmes conjoints** | | | | | | | | | | | | |
| 2.1. Tableau de bord des indicateurs de suivi du cadre de coopération du SNU 2018-2020 | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x |
| 2.2. Réunion mensuelle de l’UNCT | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x |
| 2.3. Réunion annuelle du Comité de Pilotage d’Orientation | x |  |  |  | x |  |  |  | x |  |  |  |
| 2.4. Réunion trimestrielle des groupes de résultats |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2.5. Réunion trimestrielles des groupes inter-agences | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x |
| 2.6. Réunion trimestrielle du groupe de cohérence | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x |
| 2.7. Missions conjointes de terrain |  | x |  | x |  | x |  | x |  | x |  | x |
| **3. Revues** | | | | | | | | | | | | |
| 3.1. Revue à mi-parcours du Cadre de coopération du Système des Nations Unies |  |  | x |  |  |  | x |  |  |  | x |  |
| 3.2. Revue annuelle des programmes et des CPD des agences |  |  |  |  |  |  |  | x |  |  |  | x |
| 3.3. Revue annuelle du cadre de coopération du Système des Nations Unies |  |  |  |  |  | x |  |  |  | x |  |  |
| 3.4. Pré-revue annuelle du PNDES | x |  |  |  | x |  |  |  | x |  |  |  |
| 3.5. Revue annuelle du PNDES |  | x |  |  |  | x |  |  |  | x |  |  |
| 3.6. Pré-revue à mi-parcours du PNDES |  |  | x |  |  |  | x |  |  |  | x |  |
| 3.7. Revue à mi-parcours du PNDES |  |  |  | x |  |  |  | x |  |  |  | x |
| **4. Evaluations** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4.1. Evaluations finales des programmes pays des agences |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | x | x |
| 4.2. Evaluation finale du cadre de coopération du SNU 2018-2020 |  |  |  |  |  |  | x | x |  |  |  |  |
| 4.3. Evaluation finale du PNDES |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | x |
| **5. Renforcement du système national de suivi-évaluation** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5.1. Appui aux revues sectorielles conjointes (éducation, santé) |  | x |  | x |  | x |  | x |  | x |  | x |
| 5.2. Appui au renforcement des systèmes nationaux d’informations (éducation, santé, action sociale, justice…) |  |  |  | x |  |  |  | x |  |  |  | x |
| 5.3. Renforcement des capacités évaluatives nationales | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x |
| **6. Rapports périodiques** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 6.1. one un |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 6.1. Rapport national sur le développement humain | **x** | **x** | **x** | x | x |  |  |  | **x** | **x** | **x** | **x** |
| 6.2. Rapport annuel de suivi des ODD |  |  |  | x |  |  |  | x |  |  |  | x |
| 6.3. Rapport sur l’Examen Périodique Universel (EPU) | x |  |  |  | x |  |  |  | x |  |  |  |

# Risques de mise en œuvre

Les principaux risques qui peuvent surgir et compromettre l’atteinte des résultats escomptés ont été identifiés et doivent faire l’objet de veille stratégique. Il s’agit de :

* ***Risque sécuritaire*** : la situation sécuritaire dans certains pays frontaliers du Burkina Faso constitue des menaces qui pourraient compromettre sérieusement la mise en œuvre du présent cadre de coopération entre le SNU et le Burkina Faso ;
* ***Risque politique*** : La paix, la sécurité et le développement ne sont envisageables sans la mise en place d'institutions garantissant la stabilité politique et le respect des droits humains et des libertés individuelles.
* ***Défaut ou insuffisante mobilisation de ressources***: le cadre de ressources pour la mise en œuvre du cadre de coopération implique une mobilisation de ressources efficace. L’évolution de la conjoncture internationale peut contrarier les prévisions de mobilisation de ressources ;
* ***Risque lié aux aléas climatiques*** : le réchauffement de la planète et les variabilités climatiques sont des réalités comme le démontrent les inondations et autres sécheresses de ces dernières années.

Pour mitiger ces risques, le SNU va construire un partenariat ouvert de suivi des risques autour des cadres globaux de l’ODD 16 et Sustaining peace soutenue par des programmes ciblés pour accompagner le pays à créer les conditions d’une paix durable et de mise en place de mécanismes de dialogues et d’alerte précoce. Quant aux ressources, l’équipe pays des Nations Unies, continuera à agir avec les autorités et les partenaires locaux en vue d’assurer une diversification des sources de financement. Pour ce faire l’accent sera mis sur l’urgence de la prévention et la nécessité d’accélérer la fourniture des services sociaux de base comme une stratégie de prévention.

# ANNEXES

## IX.1. Matrice des résultats du cadre de coopération 2018-2020

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Pilier 1 : Efficacité institutionnelle, Etat de droit, cohésion sociale, sécurité et paix durable (sustaining peace)** | | | | | | | | | |
| **Cohérence avec les priorités nationales :**  **- Axe 1 du PNDES 2016-2020 : Réformer les institutions et moderniser l’administration**  **- Politiques sectorielles en matière de gouvernance, de justice et de sécurité**  **Lien avec les Objectifs de développement Durables (ODD) : ODD 16 comme point d’entrée, moteur et levier dans l’atteinte des résultats UNDAF et un certain nombre d’ODD** | | | | | | F_SDG_Icons-01-01.pngF_SDG_Icons-01-02.pngF_SDG_Icons-01-03.png**F_SDG_Icons-01-05.pngF_SDG_Icons-01-10.png**Résultat de recherche d'images pour "ODD11"**F_SDG_Icons-01-16.pngF_SDG_Icons-01-17.png** | | | |
| **AGENCES UN** | **Indicateurs** | **Référence** | **Cible** | **Moyens de vérification** | **Hypothèses & risques** | **Cadre Budgétaire Commun**  **(Ressources indicatives en $US)** | | | |
| **Effet 1.1. : D’ici à 2020, l’efficacité des institutions est améliorée et les populations du Burkina Faso, en particulier les plus exposées aux risques de conflits et à l’insécurité, vivent en paix et en sécurité dans un Etat de droit** | | | | | | **Total** | **Ressource core** | **Non core/**  **Autres ressources** | **Ressource à rechercher** |
|  |  |  |  |
| **PNUD, UNFPA, UNHCR, UNICEF, UNHCDH, ONUDC, UNESCO, DPA, UNOWAS, OIM** | 1.1.1. Indice de qualité globale des institutions nationales (CPIA) | 3,6 (2015) | 4,8 | Rapport de l’évaluation des politiques et institutions Nationales (EPIN) de la Banque Mondiale | **Hypothèses**  Stabilité socio politique  **Risques**  Adhésion des populations - Insécurité dans la zone - Affrontement entre communauté - Stabilité socio politique | **Gouvernement**  MJDHPC – MATDS – MSECU – MFPTPS – MFSNF  **Instituions**  Parlement – ASCE/LC  **OSC**  RENLAC - AFJ – UFC – ONAFAR – CGD - Diakonia | | | |
| 1.1.2. Indice de perception de la corruption | 38/100 (2015) | 52/100 | Rapport Transparency International |
| 1.1.3. Taux de mise en œuvre des recommandations de l’EPU et des organes des traites des Nations Unies | 35% (2015) | 45% | MJDHPC |
| 1.1.4. Proportion des personnes vulnérables ayant accès aux services de justice y compris les mineurs en conflit avec la loi | 70% (2016) (mineurs + femmes) | 80% (mineurs + femmes) | Annuaire statistique/MJDHC |
| 1.1.5. Perception des risques de conflits en pourcentage | 60,3% (Nat) | 39,6% | Etat des lieux des conflits communautaires (MJDHC) |
| 1.1.6. Indice Ibrahim pour la gouvernance en Afrique | 52,2/100 (2015) | 65/100 | Rapport de la Fondation Mo Ibrahim |
| 1.1.7. Nombre de personnes bénéficiant d’une assistance multi secteurs suite à un conflit | 2145 (2017) | 1839 | Rapports annuels CONASUR |
| **Effet 1.2 : D’ici à 2020, chaque enfant et chaque femme des groupes les plus vulnérables à risque ou affectés par la violence, l’exploitation et les discriminations sont mieux protégés dans un environnement familial, communautaire et institutionnel renforcé** | | | | | | **Total** | **Ressource core** | **Non core/**  **Autres ressources** | **Ressource à rechercher** |
|  |  |  |  |
| **UNICEF, UNFPA, UNHCR, OMS, UNESCO** | 1.2.1. Taux d’enregistrement des naissances pour les enfants de 0 à 5 ans (filles et garçons) | T : 79,2%  G/F (81,6%/76,9%) | T : 90%  G : 90%  F : 90% | Rapports d’activités annuelles, rapport EMC-EDS | **Hypothèses**  Engagement renforcé des autorités - Disponibilité des ressources financières nationales et des PTF - Engagement des leaders religieux, coutumiers et des médias en faveur de la promotion des normes sociales positives  **Risques**  Survenues des crises sociopolitiques - insécurité au niveau national - Survenues de catastrophes naturelles - Persistance des normes sociales sous tendant des pratiques néfastes | **Gouvernement**  MFSNF - MJDHPC – MATDS – MSECU – MFPTPS – MFSNF    **Autres partenaires :**  OXFAM - PLAN INTERNATIONAL - Save the children | | | |
| 1.2.2. Prévalence des violences faites aux enfants au sein des communautés et à l’école | Communauté : 83.6%  Ecole : 53,8% | Communauté : 70%  Ecole : 45% | EDS/EMC  Annuaires statistiques MFSNF |
| 1.2.3. Prévalence de l’excision chez les filles de 0 à 14 ans | 11.3% (EMC 2015) | 9% | Etude nationale sur les violences basées sur le genre/ EDS/EMC |
| 1.2.4. Pourcentage de filles de 20-24 ans en union avant 15 ans | 8,9% (EMC-MDS 2015) | 7% | EDS/EMC |
| 1.2.5. Pourcentage de filles de 20-24 ans en union avant l’âge de 18 ans | 51,3% (EMC-MDS 2015) | 46% | EDS/EMC |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Pilier 2. Qualité, cadre de vie (éducation et formation professionnelle, santé, nutrition, eau et assainissement) et accès équitable aux droits sociaux** | | | | | | | | | | | |
| **Cohérence avec les priorités nationales :**  **- Axe 2 du PNDES 2016-2020 : Développer le capital humain**  **- Axe 3 du PNDES 2016-2020 : Dynamiser les secteurs porteurs pour l’économie et les emplois**  **- Politiques sectorielles en matière d’éducation et formation professionnelle, santé, nutrition, eau et assainissement**  **Lien avec les Objectifs de Développement Durables (ODD) : Ancré sur l’ODD 2 comme point d’entrée de la Nouvelle Façon de Travailler, et mobilisateur contribuant à l’amélioration du cadre et qualité de vie, favorisant à la fois l’atteinte d’autres ODD** | | | | | | F_SDG_Icons-01-01.pngF_SDG_Icons-01-02.pngF_SDG_Icons-01-03.png**F_SDG_Icons-01-04.pngF_SDG_Icons-01-05.pngF_SDG_Icons-01-06.png**Résultat de recherche d'images pour "ODD11"Résultat de recherche d'images pour "ODD12"**F_SDG_Icons-01-13.pngF_SDG_Icons-01-17.png** | | | | | |
| **AGENCES UN** | **Indicateurs** | **Référence** | **Cible** | **Moyens de vérification** | **Hypothèses & risques** | **Cadre Budgétaire Commun**  **(Ressources indicatives en $US)** | | | | | |
| **Effet 2.1 : D’ici à 2020, davantage d’enfants et de jeunes issus des groupes vulnérables, particulièrement les filles et les enfants en situation de handicap, d’urgence, ont accès et achèvent une éducation de base et une formation professionnelle de qualité, particulièrement dans les régions du Sahel et de l’Est** | | | | | | **Total** | **Ressource core** | | **Non core/**  **Autres ressources** | | **Ressource à rechercher** |
|  |  | |  | |  |
| **OMS, UNICEF, UNFPA, PAM, FAO, UNHCR, UNESCO** | 2.1.1. Taux de préscolarisation | Nat : 2.9%  G : 2.9%  F : 2.9% | Nat : 15%  G : 15%  F : 15% | Annuaire statistique MENA | **Hypothèses**  Situation sécuritaire du pays et de la sous-région stable - Disponibilité des ressources pour le financement de l’éducation  **Risques**  Pratiques socio-culturelles non favorables aux droits des enfants - normes sociales négatives - Tension sociale - Grève des enseignants | **Gouvernemen**t  MENA – MFSNF – MINEFID    **Partenaires Privés**  **ONG**  OXFAM - PLAN INTERNATIONAL - Save the children - CCEB | | | | | |
| 2.1.2. Taux brut de scolarisation au primaire | Nat : 86,1% G : 85,9%  F : 86,4% | Nat : 95%  G : 95%  F : 95% | Annuaire statistique MENA |
| 2.1.3. Taux de transition primaire post primaire | Nat. 65.79%  G : 67.74%  F : 63.94% | Nat : 95%  G : 95%  F : 95% | Annuaire statistique MENA |
| 2.1.4. Taux d’achèvement au post primaire | Nat : 29,2%  G : 29,8%  F : 28,6% | Nat : 38,2%  G : 38,2%  F : 38,2% | Annuaire statistique MENA |
| 2.1.5. Pourcentage d’élèves du secondaire dans un système d’enseignement et de formation techniques professionnels | Nat : 2,83%  F : 2,56% | Nat : 16%  F : 16% | Annuaire statistique MENA |
| 2.1.6. Taux d’alphabétisation | Nat : 34.5% H : 44.3%  F : 26.1% | Nat : 60%  H : 60%  F : 60% | Annuaire statistique ENF/MENA |
| **Effet 2.2 D’ici à fin 2020, chaque homme, chaque femme en âge de procréer, chaque nouveau-né, chaque enfant et chaque adolescent(e) ont un accès équitable et utilisent de façon accrue des services de santé de qualité (santé sexuelle et reproductive, maladies transmissibles y compris le VIH/Sida et maladies non transmissibles…)** | | | | | | **Total** | **Ressource core** | **Non core/**  **Autres ressources** | | **Ressource à rechercher** | |
|  |  |  | |  | |
| **OMS, UNICEF, UNFPA, ONUSIDA, UNHCR, PAM, AIEA** | 2.2.1. Taux d’accouchement assisté par un personnel de santé qualifié | 79,8%  (2015) | 90% | EDS/EMC | **Hypothèses**  Sécurisation du financement des intrants médicaux - Prévisibilité et continuité de l’aide au développement - Adhésion des bénéficiaires aux programmes - Poursuite de la gratuité des soins pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et l’opérationnalisation de l’assurance maladie universelle (AMU) - Amélioration de la qualité des soins préventifs (vaccination) et curatifs.  **Risques**  Insuffisance de ressources pour le financement de l’approvisionnement en instants médicaux - Epidémie - Instabilité socio-politique - Risque sécuritaire | Gouvernement  MS – MINEFID – MFSNF – MFPTPS – MC  Autres partenaires  ONG et Associations, sociétés savantes | | | | | |
| 2.2.2. Prévalence contraceptive moderne chez les 15-49 ans | 22,5% (2015) | 31,5% | EDS/EMC |
| 2.2.3. Indice synthétique de fécondité | 5,4 (2015) | 4,7 | EDS |
| 2.2.4. Taux de transmission résiduelle du VIH | 8,2% (2016) | 2% | MS/DSF  GAM |
| 2.2.5. Nombre de PVVIH sous traitement ayant une charge virale supprimée | 14% (2016) | 90% | Rapport PSSLS  GAM |
| 2.2.6. Proportion de personnes adultes atteintes de SIDA et éligibles pour le traitement ARV et qui sont sous ARV | 60% (2017) | 90% | GAM |
| 2.2.7. Proportion d’enfants infectés éligibles pour traitement et qui sont sous ARV | 37,4% | 70% | GAM |
| 2.2.8. Taux de létalité du paludisme grave chez les enfants de moins de 5 ans | 1,5% (2016) | <1% | Annuaire statistique santé |
| 2.2.9. Incidence du paludisme confirmé (pour 1000 habitants) | 380 (2015) | 230 | Annuaire statistique santé |
| 2.2.10. Taux de couverture vaccinale en Pentavalent 3 | 103% (2016) | 100% | Annuaire statistiques santé |
| 2.2.11. Taux de couverture en vaccin contre la rougeole-Rubéole (RR) | 99,9% (2016) | 100% | Annuaire statistiques santé |
| 2.2.12. VAT2+ chez les femmes enceintes | 93,1% (2016) | 100% | Annuaire statistiques santé |
| **Effet 2.3 : D’ici à 2020, les enfants de moins de 5 ans, les jeunes, les adolescents et les femmes ont un accès équitable aux interventions services multi sectorielles en nutrition** | | | | | | **Total** | **Ressource core** | **Non core/**  **Autres ressources** | | **Ressource à rechercher** | |
|  |  |  | |  | |
| **OMS, UNICEF, UNFPA, PAM, FAO, UNHCR, AIEA** | 2.3.1. Pourcentage d’allaitement maternel exclusif chez les moins de 6 mois | 55% (ENN 2016) | 70 % | Enquête Nationale de Nutrition (ENN) | **Hypothèses**  Appropriation, engagement politique et leadership des acteurs des différents secteurs spécifiques et sensibles à la Nutrition notamment l’Agriculture - Augmentation et continuité de l’aide publique et de l’aide globale pour mettre en œuvre ces plans de passage à l’échelle - Amélioration de l’accessibilité financière et géographique des services sensibles à la nutrition - Adhésion des populations aux pratiques optimales de nutrition  **Risques**  Instabilité socio-politique - Crise économique et augmentation des prix alimentaires - Migrations urbaines avec augmentation des populations défavorisées - Risque sécuritaire - Changement climatique incluant les catastrophes naturelles -  Insécurité alimentaire – Insuffisance de ressources pour le financement de l’approvisionnement des intrants nutritionnels – Persistance des normes sociales défavorables | **Partenaires Etatiques**  MS – MAAH – MFSNF – MINEFID - MENA  **Institutions :** Réseau des Parlementaires en Sécurité Nutritionnelle  **ONG nationales et internationales** : IBFAN/APAIB, GRET, SEMUS, AMMIE, MLAL, Help, Alive & Thrive, REGIS R, ACF, TdH, Alima, Lvia OXFAM et HKI  **Partenaires privés** : Innofaso (production locale d’ATPE)  **Donateurs** : UE/ECHO, BMG, OFDA, USAID, Coopérations Japonaise et Italienne, NI, CIDA, National Committees | | | | | |
| 2.3.2. Pourcentage de femmes en âge de procréer ayant un score de diversification alimentaire au moins égal à 5 | ND | 40% | ENN |
| 2.3.3. Pourcentage d’alimentation minimum acceptable chez les 6-23 mois | 20,9 % (ENN 2015) | 25% | ENN |
| 2.3.4. Prévalence de la malnutrition chronique | 27,3% (2016) | 15% | ENN |
| 2.3.5. Prévalence de la malnutrition aigüe globale | 7,6% (2016) | < 5% | ENN |
| **Effet 2.4 : D’ici à 2020, les populations ont un accès accru à l’eau potable et à l’assainissement en milieu rural et péri-urbain et vivent dans un cadre de vie décent et un environnement sans défécation à l’air libre** | | | | | | **Total** | **Ressource core** | **Non core/**  **Autres ressources** | | **Ressource à rechercher** | |
|  |  |  | |  | |
| **UNICEF, ONU-HABITAT, UNHCR, AIEA, UNESCO** | 2.4.1. Pourcentage de la population qui pratique la défécation à l’air libre | 65% (rural, JMP 2017) | 60% (Rural) | Rapports des enquêtes nationales, JMP | **Hypothèses**  Stabilité et volonté politique - Ressources en eau disponibles en qualité et quantité - Secteur privé performant - Attribution des marchés publics fonctionnant dans de délais appropriés - Structuration sectorielle stable - Ressources financières intérieures et extérieures en hausse  **Risques**  Insécurité – Terrorisme - Instabilité institutionnelle du ministère en charge de l’eau et de l’assainissement - Non adhésion des communautés - Persistance des normes sociales défavorables - Mouvements de populations entrainant des pénuries d’eau et réduisant la résilience - Insuffisance de la ressource en eau | **Gouvernement**  MEA – MATD – MENA – MS – MUH – MID - Communes  **Autres partenaires**  Secteur privé – ONGs - OXFAM - Coopération bilatérale et multilatérale | | | | | |
| 2.4.2. Pourcentage de personnes avec accès permanent à l’assainissement de base | 12%(Rural, JPM 2017) | 28% (Rural) | Rapports des enquêtes nationales, JMP |
| 2.4.3. Taux d’accès de la population à l’eau potable | 43% (Rural, JMP 2017) | 48% (Rural) | Rapports des enquêtes nationales, JMP |
| 2.4.4. Proportion des populations vivant dans les zones d’habitat spontanées | 17,2% (2015) | 10% | Rapports d’activités du ministère de l’urbanisme et de l’habitat |

| **Pilier 3. Croissance inclusive durable, emplois décents et sécurité alimentaire** | | | | | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Cohérence avec les priorités nationales :**  **- Axe 3 du PNDES : Dynamiser les secteurs porteurs pour l’économie et les emplois**  **- Politiques sectorielles en matière de protection sociale et de sécurité alimentaire**  **Liens avec les Objectifs de Développement Durables : Ancrage dans les ODD 1, 5, 7, 8 et 10 et catalyseur du pilier 2, facilitant la réalisation d’autres ODD** | | | | | | Résultat de recherche d'images pour "ODD"F_SDG_Icons-01-03.png**F_SDG_Icons-01-04.pngF_SDG_Icons-01-05.pngF_SDG_Icons-01-06.png**Résultat de recherche d'images pour "ODD"Résultat de recherche d'images pour "ODD9"Résultat de recherche d'images pour "ODD11"Résultat de recherche d'images pour "ODD12"**F_SDG_Icons-01-13.png**original**F_SDG_Icons-01-17.png** | | | |
| **AGENCES UN** | **Indicateurs** | **Référence** | **Cible** | **Moyens de vérification** | **Hypothèses & risques** | **Cadre Budgétaire Commun**  **(Ressources indicatives en $US)** | | | |
| **Effet 3.1 : D’ici à fin 2020, les populations, notamment les jeunes et les femmes dans les zones d’intervention (urbain/rural) accroissent leur revenu, adoptent des modes de production et de consommation durables et améliorent leur sécurité alimentaire** | | | | | | **Total** | **Ressource core** | **Non core/**  **Autres ressources** | **Ressource à rechercher** |
|  |  |  |  |
| **PNUD, UNICEF, PNUE, UNHCR, FAO, OIT, ONUDI, UNV, PAM, UNFPA, OMS, OIM, UNHABITAT, UNITAR, UNCDF, UNESCO, AIEA** | 3.1.1. Nombre de jeunes et de femmes ayant bénéficié d’emplois verts créés | 6 000 (2015) | 50 000 | Répertoire des emplois verts créés (MEEVCC) | **Hypothèses**  Mobilisation des ressources - Adhésion de la population  **Risques**  Sécheresse – invasion acridienne – baisse des cours mondiaux - Insécurité | **Gouvernement**  MAAH – MEEVCC – MINEFID (INSD) – ME – MATD  Municipalités  **Partenaires privés**  BELWET  **ONG**  OSC - ONG et Associations de développement  **Autres partenaires**  EU – BM – GEF - Green Climate fund - Austria | | | |
| 3.1.2. Taux de couverture des besoins céréaliers | 96% (2015) | 140% | EPA, Rapports d’évaluation de campagne agricole |
| 3.1.3. Taux de commercialisation des produits agricoles (y compris cultures de rente) | 25% (moyenne 2005-2010) | 37,5% | EPA, Rapports d’évaluation de campagne agricole |
| 3.1.4. Proportion des ménages ayant accès aux services énergétiques modernes | 3% (2015) | 30% | Annuaire statistique Ministère de l’Energie (ME) |
| 3.1.5. Proportion des espaces de conservation sous aménagement | 25% (2015) | 31% | Annuaire statistique - MEEVCC |
| 3.1.6. Superficies des terres dégradées des zones protégées récupérées (hectares) | 10.500 ha (2014) | 25.000 ha | Annuaire statistique - MEEVCC |
| 3.1.7. Nombre de personnes en situation d’insécurité alimentaire Phase 2 | 1 788 787 (CH mars 2017) | 894 300 (50% de réduction) | Données du cadre harmonisé SAP/DGESS-Agriculture |
|  | 3.1.7. Nombre de personnes en situation d’insécurité alimentaire (phases 3, 4 & 5) | 257 238 (CH mars 2017) | 0 | Données du cadre harmonisé SAP/DGESS-Agriculture |  |  | | | |
| **Effet 3.2 : D’ici à fin 2020, les populations les plus fragiles économiquement et socialement, à mobilité ou non, en particulier les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées sont couvertes par des mécanismes de protection sociale** | | | | | | **Total** | **Ressource core** | **Non core/**  **Autres ressources** | **Ressource à rechercher** |
|  |  |  |  |
| **PNUD,**  **PNUE, UNICEF, FAO, UNFPA, OMS, OIT, UNITAR, OMS, OIM, UNCDH, UNHABITAT, UNCDF, UNESCO, IAEA** | 3.2.1. Proportion des personnes marginalisées identifiées insérées dans le registre unique | 3% | 35% | Rapport annuel SP/CNPS | Hypothèse  Engagement du gouvernement et de ses partenaires pour le financement de la protection sociale et la finance inclusive  Risques  Crise économique - Faiblesse de la coordination des interventions des partenaires | **Gouvernement**  MFSNF - MATD  **ONG**  Save The Children  **Autres partenaires**  BM | | | |
| 3.2.2. Nombre d’enfants (filles et garçons) et d’adolescent-e-s vulnérables à risque de violence, d’exploitation et d’abus ayant bénéficié d’un mécanisme de protection sociale. | 0 | 3000 (soit 1000/an) | Rapport annuel SP/CNPS |
| 3.2.3. Pourcentage des Plan communaux de développement (PCD) intégrant la protection sociale et protection de l’enfant | O% | 30% | Annuaire statistique du Ministère en charge de la Décentralisation |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Pilier 4 : Résilience aux effets des changements climatiques, aux catastrophes naturelles et aux urgences humanitaires** | | | | | | | | | |
| **Cohérence avec les priorités nationales :**  **- Axe 3 du PNDES : Dynamiser les secteurs porteurs pour l’économie et les emplois**  **- Plan national de renforcement des capacités pour la réduction des risques et la préparation à la réponse aux urgences au Burkina Faso**  **En lien avec l’ensemble des ODD (excepter le 14) : Catalyseur d’un développement résilient par la culture de la prévention et la gestion des risques selon les principes de cadre d’action Sendai** | | | | | | | | | |
| **AGENCES UN** | **Indicateurs** | **Référence** | **Cible** | **Moyens de vérification** | **Hypothèses & risques** | **Cadre Budgétaire Commun**  **(Ressources indicatives en $US)** | | | |
| **Effet 4.1 : D’ici à 2020, les institutions, aux niveaux central et local, assument une meilleure préparation, prévention, réponse et relèvement face aux risques climatiques et environnementaux** | | | | | | **Total** | **Ressource core** | **Non core/**  **Autres ressources** | **Ressource à rechercher** |
|  |  |  |  |
| **PNUD, PAM UNICEF, PNUE, UNHABITAT, FAO, UNHCR, UNFPA, OCHA, UNITAR, OMS, BM, UNCDF, AIEA, OIM** | 4.1.1. Nombre d’institutions disposant de capacités (Humaines, matériels et techniques) pour la réduction des risques de catastrophes (RRC) | 23 | 56 | Rapport d’activités annuel du CONASUR | **Hypothèses**  Sécurité nationale assurée  - absence de troubles sociopolitiques  - engagement politique  - disponibilité des ressources financières  **Risques**  - Insécurité  - troubles sociopolitiques  - faible engagement politique  - insuffisance de ressources financières | **Gouvernement**  SP/CONASUR - SP/CNDD(MEEVCC) - DGEVCC(MEEVCC) - DGUVT(MUH) - DGAHC(MUH) - DGPA(MARH) - DGAP(MARH) – DGPC – CONAREF - SE/CNSA - DLM/DN – SP/CONAD (MATD) – DGCT (MATD)  **Autres partenaires**  OXFAM - PLAN INTERNATIONAL - CHRISTIAN AID - Réseau national de plaidoyer sur la RRC - Save the children – ACF - Croix rouge burkinabè | | | |
| 4.1.2. Niveau de mise en œuvre des actions du plan national de réduction des risques de catastrophes | 40% | 75% | Rapport annuel d’évaluation du Plan National de RRC (CONASUR) |
| **Effet 4.2 : D’ici à 2020, les populations, en particulier les groupes vulnérables, des zones cibles sont plus résilientes aux chocs climatiques et environnementaux** | | | | | | **Total** | **Ressource core** | **Non core/**  **Autres ressources** | **Ressource à rechercher** |
|  |  |  |  |
| **PNUD, PAM UNICEF, PNUE, UNHABITAT, FAO, UNHCR, UNFPA, OCHA, UNITAR, OMS, BM, AIEA, OIM** | 4.2.1. Pourcentage de ménages vulnérables aux chocs climatiques (diminution) | 7,4% | <1% | Cadre harmonisé  SP/CPSA  SP/CONASUR | **Hypothèses**  - sécurité nationale assurée  - absence de troubles sociopolitiques  - engagement des communautés  - disponibilité des ressources financières  **Risques**  - Insécurité - troubles sociopolitiques - faible engagement des communautés - insuffisance de ressources financières | **Gouvernement**  SP/CONASUR - SP/CNDD – DGEVCC – DGUVT – DGAHC – DGPA – DGPC – CONAREF - SE/CNSA - DLM/DN  **Autres partenaires**  OXFAM - PLAN INTERNATIONAL - CHRISTIAN AID - Réseau national de plaidoyer sur la RRC - Save the children – ACF - Croix rouge burkinabè | | | |
| 4.2.2. Proportion de politiques sectorielles, de plan régionaux de développement (PRD) et de Plan communaux de développement (PCD) intégrant les principes et les problématiques émergeantes en lien avec les changements climatiques et le développement durable | 17% | 50% | Annuaire statistique du MEECVCC  Evaluations des Politiques sectoriels, des PRD et PCD |

1. UNICEF Burkina Faso, Rapport annuel 2016. [↑](#footnote-ref-1)
2. Plan national de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020, document de synthèse, octobre 2016, p.9. [↑](#footnote-ref-2)
3. Ibidem, p.6. [↑](#footnote-ref-3)
4. Rapport sur le développement humain 2016 [↑](#footnote-ref-4)
5. <http://unfccc.int/resource/docs/napa/bfa01f.pdf> [↑](#footnote-ref-5)
6. International Crisis Group : Rapport Afrique n°227 : *‘Le Sahel central au cœur de la tempête’*. Juin 2015. [↑](#footnote-ref-6)
7. [1]Document final de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement : Programme d’action d’Addis-Abeba. Juillet 2015.

   [↑](#footnote-ref-7)